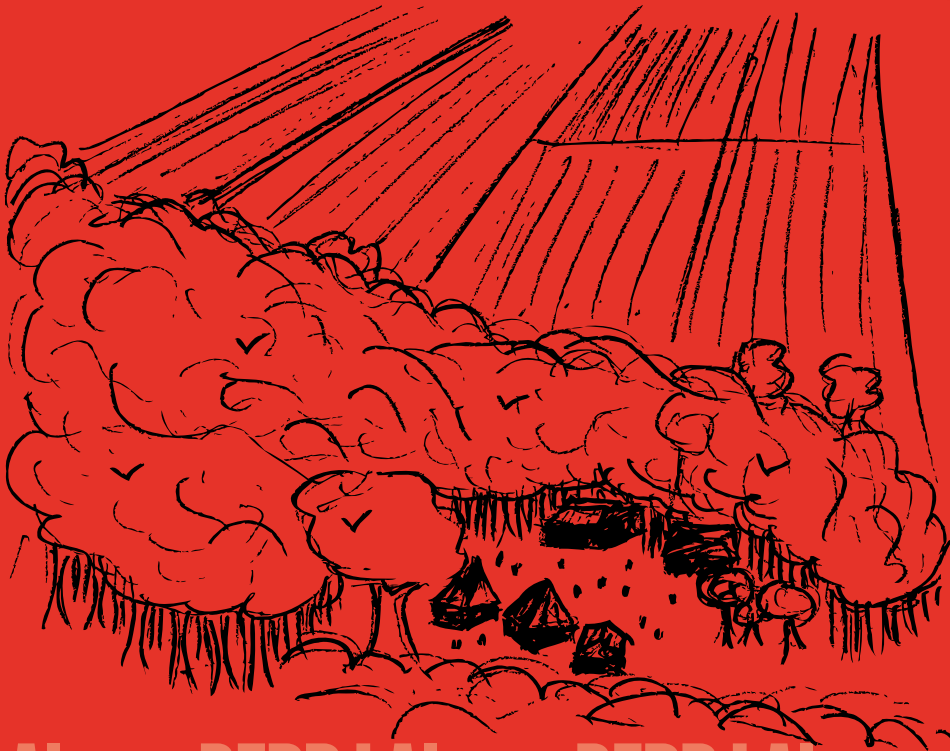




Alerte REDD ! Alerte REDD ! Alerte REDD !
Alerte REDD ! Alerte REDD ! Alerte REDD !
Alerte REDD ! Alerte REDD ! Alerte REDD !
Alerte REDD ! Alerte REDD ! Alerte REDD !

Comment les projets REDD+ fragilisent
l'agriculture paysanne et les solutions
réelles au changement climatique

GRAIN

Girona 25 pral., 08010 Barcelona, Espagne

Tél: +34 93 301 1381

Fax: +34 93 301 16 27

Email: grain@grain.org

Website: www.grain.org

WORLD RAINFOREST MOVEMENT

Maldonado 1858, Montevideo 11200, Uruguay

Tél and Fax: +598 2413 2989

Email: wrn@wrn.org.uy

Website: www.wrn.org.uy

Design éditorial et illustrations: www.mareavacia.com

Table des matières

Introduction	5
Contexte	7
Qu'est-ce que REDD+ ?	11
Les caractéristiques qui font de REDD+ un danger pour l'agriculture paysanne	
1 : REDD+ rejette la responsabilité de la déforestation et des émissions sur les pratiques agricoles des paysans	15
2. REDD+ : Une bonne affaire pour les sociétés du marché carbone, les ONG internationales de conservation, les consultants et les pays industrialisés	19
3. REDD+ fragilise la souveraineté alimentaire	24
4. REDD+ affaiblit le pouvoir des communautés sur leurs territoires	27
Encadré: Comment les modifications des lois inspirées par les marchés du carbone menacent la réforme agraire	29
5. REDD+ facilite l'expansion de l'agriculture industrielle	31
Encadré: Le lien entre « l'agriculture intelligente face au climat » et REDD+	35
Conclusions	41
Encadré: Souveraineté alimentaire : 5 étapes pour refroidir la planète et nourrir sa population	42
En savoir plus	44
Annexe. Tableau : Principales initiatives (public-entreprises – ONG) de promotion de REDD+	46

Introduction

Les paysans font un travail incroyable en fournissant la plus grande partie de l'alimentation mondiale à partir d'un quart seulement des terres agricoles mondiales. Mais si vous interrogez l'un de ces petits agriculteurs sur les changements climatiques, il vous dira comment ces derniers sont en train de compliquer les travaux agricoles. Il devient de plus en plus difficile pour les paysans de prévoir la météo à un moment où les tempêtes, les inondations et les sécheresses deviennent de plus en plus fréquentes et extrêmes.

Les scientifiques et les politiciens commencent à reconnaître la menace que les changements climatiques font peser sur la sécurité alimentaire mondiale et certains en sont venus à admettre la réalité que l'agriculture industrielle est un des plus grands contributeurs aux changements climatiques. L'agriculture fait de plus en plus l'objet de discussions lors de rencontres de haut niveau sur les changements climatiques, et les gouvernements et les organismes internationaux proposent maintenant différents programmes qui, selon eux, aideront les agriculteurs à s'adapter aux changements climatiques et à réduire les émissions de gaz à effet de serre du secteur agricole.

Comme tous les autres domaines de la politique agricole internationale, ces différentes initiatives ont toutes une forte connotation politique. Elles sont fortement influencées par de puissantes entreprises et des gouvernements qui veulent protéger l'agriculture



industrielle et les systèmes alimentaires de l'agrobusiness contre les véritables solutions aux changements climatiques qui permettraient aux paysans d'avoir plus de terres et soutiendraient une agriculture agro-écologique destinée aux marchés locaux. En conséquence, la petite agriculture paysanne est la cible d'un certain nombre de fausses solutions aux changements climatiques, qui font l'objet d'une promotion agressive tandis que l'agriculture industrielle et dictée par les entreprises se perpétue pratiquement sans changement.

Dans ce contexte, les organisations paysannes sont soumises à une pression croissante des ONG, des gouvernements et des bailleurs de fonds pour qu'elles fassent participer leurs membres à de nouveaux programmes sur « les petites exploitations et les changements climatiques ». Un nombre croissant d'ateliers, de brochures et de manuels font la promotion d'initiatives avec des noms étranges comme REDD+ ou « l'agriculture intelligente face au climat ». En outre, de nombreux pays industrialisés et des organisations internationales de conservation financent des projets pilotes REDD+ spécifiquement destinés aux petits agriculteurs. Bien que ces initiatives prétendent toutes bénéficier aux petits agriculteurs, dans la réalité la plupart fragilisent les petits paysans et les systèmes alimentaires en affirmant que les pratiques agricoles traditionnelles, en particulier la culture itinérante, sont une principale cause des changements climatiques et de la disparition des forêts. Elles privent les paysans de l'accès aux terres et aux forêts et imposent des restrictions sur ce que les paysans peuvent faire sur leurs terres.

Cette publication, qui complète d'autres documents sur l'agriculture, les changements climatiques et les fausses solutions aux changements climatiques, fournit une analyse critique et des informations sur l'une des fausses solutions aux changements climatiques les plus dangereuses : REDD+ (Réduction des Émissions issues de la Déforestation et de la Dégénération forestière - **R**educing **E**missions from **D**eforestation and **F**orest **D**egradation).

“Les paysans font un travail incroyable en fournissant la plus grande partie de l'alimentation mondiale à partir d'un quart seulement des terres agricoles mondiales.”

Contexte



Il y a un lien réciproque entre les changements climatiques et l'agriculture : les changements climatiques affectent la production alimentaire et, dans le même temps, au moins 15-25 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre sont liées au secteur de l'agriculture. Le chiffre est encore plus élevé, autour de 44-57 %, si l'on intègre les émissions liées à la transformation industrielle des aliments et au transport.¹

Le développement de cultures commerciales comme le soja, la canne à sucre, le palmier à huile, le maïs, le colza et l'élevage pour la production de viande sont les principaux contributeurs aux émissions de gaz à effet de serre provenant du secteur de l'agriculture. Ils représentent entre 70 et 90 % de la déforestation mondiale.² D'autres

émissions sont générées par les pratiques agricoles industrielles qui s'appuient sur les produits chimiques (engrais azotés), les grosses machines fonctionnant avec des moteurs diesel, et les exploitations d'élevage industriel hautement concentrées qui génèrent de grandes quantités de déchets produisant du méthane.

L'agriculture industrielle exerce également une énorme pression sur la fertilité des sols. Les sols cultivés ont perdu entre 30 à 75 % de leur matière organique au cours du XXe siècle. Une grande partie de cette matière organique a été emportée par l'érosion et repose maintenant au fond des rivières et des océans. Mais cette perte de matière organique au niveau mondial a également généré de grandes quantités de dioxyde de carbone (CO₂) qui ont été libérées dans l'atmosphère. La bonne nouvelle, cependant, est que, contrairement au carbone libéré par les gisements de pétrole ou de charbon anciens, le CO₂ qui a été libéré dans l'atmosphère du fait de l'épuisement des sols de la planète peut

1. UNCTAD Trade and Environment Review 2013. http://unctad.org/en/publicationslibrary/ditcted2012d3_en.pdf

2. GRAIN (2011) : Alimentation et changement climatique, le lien oublié. <http://www.grain.org/fr/article/entries/4363-alimentation-et-changement-climatique-le-lien-oublie>

“REDD+ n’est pas seulement une fausse solution au problème urgent et critique du changement climatique. Il renforce le système alimentaire et agricole de l’agrobusiness qui est en grande partie responsable du changement climatique et fragilise les systèmes alimentaires et agricoles des paysans et des peuples autochtones qui peuvent « refroidir » la planète.”

être réintégré au sol. Il faut maintenant tourner le dos à ces pratiques agricoles qui détruisent la matière organique et, à la place, soutenir les pratiques qui permettent une accumulation de la matière organique dans le sol, ce que les paysans du monde entier font depuis des générations.

Cependant, il est difficile d’imaginer, à la lecture des rapports de l’Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO) ou de la Banque

mondiale, que l’écrasante majorité des gaz à effet de serre (GES) générés par l’utilisation des terres sont causés par l’agriculture industrielle. Il est également difficile de retenir de ces textes que l’agriculture paysanne fournit une solution positive à la faim dans le monde et à la crise climatique. Même si la FAO reconnaît de temps en temps l’importance des pratiques paysannes pour la conservation des forêts et la réduction des émissions de GES,³ cette organisation, avec d’autres institutions



internationales, fait régulièrement de l’agriculture paysanne et de l’agriculture itinérante les principaux coupables de la disparition des forêts et des émissions de GES provenant de l’utilisation des terres.

Au lieu de s’attaquer au véritable problème (l’agriculture industrielle et le système alimentaire de l’agrobusiness), ces organismes font la promotion de programmes qui visent les paysans et détournent les gens des mesures qui sont nécessaires.

3. Erni, C. (2015) : Shifting cultivation, livelihood and food security. New and old challenges for indigenous peoples in Asia. Publication conjointe par la FAO, l’IWGIA et l’AIPP. <http://www.fao.org/documents/card/en/c/8a0ee1bf-0285-45fb-bf66-fd9f1f518f60/>



Un de ces programmes s'appelle REDD+ (Réduction des Émissions issues de la Déforestation et de la Dégradation forestière) ; voir l'Encadré « Qu'est-ce que REDD+ ? » Il est présenté comme une solution qui peut aider les paysans à réduire les émissions, à adapter leurs pratiques agricoles pour faire face à l'évolution du climat et à augmenter les rendements. Malgré des propos rassurants promettant une opération gagnant-gagnant, l'expérience a montré que REDD+ n'est pas du côté des communautés paysannes.

de la déforestation et à l'origine des changements climatiques.

Presque toutes les activités du mécanisme REDD+ limitent l'utilisation de la forêt en termes de culture itinérante, de cueillette et d'autres activités de subsistance. La chasse, la pêche, le pâturage ou l'abattage de quelques arbres pour construire des maisons ou des canoës sont également souvent limités et les restrictions sont appliquées par les porteurs du projet

En 2014, le World Rainforest Movement (WRM) a compilé les données de rapports sur 24 initiatives REDD + existantes. Le document « REDD : une collection de conflits, de contradictions et de mensonges » a révélé que dans la plupart des cas, les informations reçues par les communautés paysannes à propos des projets REDD+ étaient tendancieuses ou incomplètes. Beaucoup de promesses ont été faites par les promoteurs de projets sur les avantages et les emplois dont bénéficieraient les communautés si elles acceptaient l'activité REDD+ proposée. À la suite de ces promesses, cependant, les villageois ont principalement été harcelés, ont perdu l'accès à la terre et se sont vus reprocher d'être responsables



REDD+, souvent avec le soutien de gardes armés. Dans le même temps, des activités qui contribuent à une déforestation à grande échelle, comme l'exploitation forestière industrielle, l'expansion du palmier à huile, du soja ou des plantations forestières, les méga-projets d'infrastructures, l'exploitation minière, les grands barrages hydroélectriques - et surtout, l'agriculture industrielle qui se développe dans la forêt - peuvent se poursuivre sans contraintes.

Dans quelques rares cas les communautés ont été informées que le « produit » de ces projets REDD, les crédits de carbone, serait vendu aux pollueurs des pays industrialisés. Il a rarement été révélé que les acheteurs de ces crédits carbone figuraient parmi les plus grandes entreprises du monde, dont les activités reposent sur l'extraction des combustibles fossiles et la destruction des territoires des peuples autochtones et des communautés forestières. En effet, dans la grande majorité de ces projets REDD+, l'agriculture paysanne a été désignée comme la cause de la déforestation, tandis que les principaux facteurs de la déforestation - l'extraction du pétrole, le charbon, les mines, les infrastructures, les grands barrages, l'exploitation industrielle et le commerce international des produits agricoles - ont été ignorés.⁴

REDD+ n'est pas seulement une fausse solution au problème urgent et critique du changement climatique. Il renforce le système alimentaire et agricole de l'agrobusiness qui est en grande partie responsable du changement climatique, prive de nombreuses communautés et peuples de la forêt de leurs territoires, et fragilise les systèmes alimentaires et agricoles des paysans et des peuples autochtones qui peuvent « refroidir » la planète.

Cette publication est destinée à aider les organisations paysannes à se repérer dans le matériel promotionnel des promoteurs de REDD+ et à comprendre les dangers réels que présente ce mécanisme pour les communautés paysannes. Il explique certaines des caractéristiques qui font de REDD+ un danger pour l'agriculture paysanne, et présente un certain nombre de cas pour illustrer ces dangers.

4. Voir par exemple le Partenariat sur le climat des forêts de Kalimantan (KFCP) maintenant annulé, décrit dans la Lettre de Yayasan Petak Danum à la délégation australienne au Kalimantan central en février 2011, RE : Community Concerns with the KFCP. <http://www.redd-monitor.org/wp-content/uploads/2011/02/YPD-Letter-to-Australian-Delegation.pdf>

Qu'est-ce que REDD+ ?

L'acronyme REDD veut dire Réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts dans les pays en développement. C'est le terme sous lequel la disparition des forêts est discutée lors des réunions des Nations Unies (ONU) sur le climat. Depuis 2005, la question de la disparition des forêts a détourné les gouvernements présents aux réunions de l'ONU à se détourner du traitement de la cause réelle des changements climatiques : la transformation de gisements souterrains anciens de pétrole, de charbon et de gaz en combustibles fossiles et leur combustion. Au lieu de proposer un plan sur la façon de mettre fin aux émissions de gaz à effet de serre qui sont la conséquence de l'utilisation de ces combustibles fossiles, les négociations de



l'ONU sur le climat ont passé beaucoup de temps à débattre de la déforestation des forêts tropicales. Il est bien sûr important de stopper la disparition des forêts, aussi à cause des émissions de CO₂ libérées lorsque les forêts sont détruites. Mais la réduction de la déforestation ne peut se substituer à la formulation d'un plan sur la façon de mettre un terme à l'utilisation des combustibles fossiles ! Le problème avec le mécanisme REDD, c'est qu'il aboutit exactement à cela : permettre aux pays industrialisés de brûler des combustibles fossiles un peu plus longtemps.

REDD+ est un autre mot que l'ONU utilise pour parler des forêts. Le « plus » correspond à « l'amélioration des stocks de carbone, la gestion durable des forêts et la conservation des forêts » ou, comme l'a expliqué un commentateur : « à un certain moment, quelqu'un a pensé qu'il serait approprié d'ajouter le « + » qui en viendrait à représenter toutes ces autres choses qui ont attiré l'attention du secteur du développement international au cours des dernières années (comme la conservation, les rapports hommes-femmes, les populations autochtones, les moyens de subsistance et ainsi de suite) ». À l'origine, le mécanisme REDD était destiné à des pays connaissant une importante déforestation, le Brésil et l'Indonésie en particulier. Cela voulait dire que le financement serait disponible principalement pour les pays qui présentaient un fort potentiel de réduction de leur taux de déforestation. Seuls huit pays, représentant 70 % de la disparition des forêts tropicales, seraient ainsi concernés. Les pays possédant beaucoup de forêts mais connaissant peu de déforestation (le Guyana, la RDC, le Gabon, etc.) ont donc insisté pour que REDD soit conçu de façon à ce qu'ils aient également accès au financement de ce mécanisme, par exemple en étant payés pour ne pas accroître la déforestation future prévue. Le « plus » a donc été

également ajouté afin que les pays ayant un faible niveau de déforestation mais beaucoup de forêts puissent aussi avoir accès à ce qui devait, pensait-on à l'époque, représenter de grosses sommes d'argent pour les activités REDD+.⁵

Comment REDD+ est-il censé fonctionner ?

Les pays riches en forêts de l'hémisphère sud acceptent de réduire les émissions provenant de la destruction des forêts dans le cadre d'un accord des Nations Unies sur le climat. Pour démontrer exactement combien de tonnes de (dioxyde de) carbone ont été économisées, le gouvernement produit un plan national REDD + qui explique quelle surface de forêt *aurait été* détruite au cours des prochaines décennies. Puis le plan décrit la superficie de forêt que le gouvernement serait prêt à ne pas couper si quelqu'un le paye pour conserver sur pied la forêt qui, selon lui, serait autrement détruite. Il calcule combien il en coûterait de ne pas détruire la forêt et quelle quantité de carbone ne sera pas rejetée dans l'atmosphère pour pouvoir garder la forêt intacte.

En contrepartie, des pays industrialisés (ou des entreprises, ou des ONG internationales) paient les pays forestiers tropicaux (ou des projets REDD+ individuels) pour empêcher la destruction de la forêt qui est censée avoir lieu sans le financement de REDD+. Le paiement ne sera effectué que si le pays forestier montre que la destruction de la forêt a été effectivement limitée et que le carbone qui, autrement, aurait été libéré dans l'atmosphère continue d'être stocké dans cette forêt. Voilà pourquoi les gens parlent parfois de paiements

5. Pour plus d'informations, voir la section du site web du WRM sur REDD et la publication « 10 alertes sur REDD à l'intention des communautés ». www.wrm.org.uy

« axés sur les résultats » ou « basés sur les performances » à propos de REDD+. Le projet REDD+ doit également montrer que la forêt aurait été détruite en l'absence du financement de REDD+. Ce dernier point est important parce que de nombreux pays industrialisés et les entreprises qui financent des activités REDD+ veulent recevoir quelque chose en contrepartie de leur soutien financier. Ce quelque chose est appelé un *crédit carbone* (ce nom pourrait changer dans le traité de l'ONU sur le climat que les gouvernements devraient adopter à Paris en décembre 2015). La publication du WRM « 10 alertes sur REDD à l'intention des communautés » explique pourquoi les calculs qui créent les crédits de carbone ne sont pas crédibles et pourquoi il est impossible de savoir si une forêt n'a réellement été sauvée que grâce au financement REDD+.

À quoi peut donc servir ce crédit carbone ?

Un crédit carbone est pour l'essentiel un droit à polluer. Un pays ou une entreprise polluante qui a pris l'engagement de réduire ses émissions de gaz à effet de serre ne réduit pas ses émissions autant que ce à quoi il s'est engagé. Au lieu de cela, le pays ou l'entreprise paie quelqu'un ailleurs pour réaliser cette réduction à sa place. De cette façon, le pollueur peut prétendre avoir honoré son engagement alors qu'en réalité il continue à brûler plus de pétrole et de charbon et à rejeter plus de CO₂ dans l'atmosphère que ce à quoi il s'est engagé. De l'autre côté de la transaction sur les crédits carbone (REDD+), quelqu'un prétend qu'il avait l'intention de détruire une forêt mais que, à la suite du paiement, il a décidé de ne pas détruire cette forêt. Le carbone économisé en protégeant la forêt qui, autrement, aurait été abattue, est vendu en tant que crédit carbone au pollueur qui continue de brûler plus de combustibles fossiles que convenu. En

d'autres termes, le propriétaire du crédit de carbone a le droit de rejeter une tonne de carbone fossile qu'il avait promis de ne pas émettre parce que quelqu'un d'autre a économisé une tonne de carbone dans une forêt qui, sans le paiement du crédit carbone, aurait été détruite et aurait conduit à des émissions de CO₂. Sur le marché volontaire du carbone, où les entreprises et les particuliers achètent des crédits carbone pour faire valoir que (certaines de) leurs émissions ont été compensées, les crédits REDD+ sont négociés entre 3 et 10 USD.

Pourquoi le négoce des crédits carbone ne réduit-il pas les émissions ?

Cette idée de compensation (carbone) soulève de nombreux problèmes. Notamment, le négoce des crédits carbone ne réduit pas les émissions globales : ce qui est économisé à un endroit permet des émissions supplémentaires dans un autre endroit. Il existe un autre problème dans le cas des crédits carbone REDD+, qui est la différence très importante entre le carbone stocké dans le pétrole, le charbon et le gaz et le carbone stocké dans les forêts. Le carbone stocké dans les arbres fait partie d'un cycle naturel dans lequel il est constamment rejeté et absorbé par les plantes. Le carbone terrestre circule entre l'atmosphère, les océans et la forêt depuis des millions d'années.

Au fil des siècles, du fait de la déforestation, une trop grande quantité du carbone naturellement dans la circulation s'est retrouvée dans l'atmosphère et trop peu dans les forêts. Aujourd'hui, l'agriculture industrielle, l'exploitation forestière, les infrastructures et l'exploitation minière sont les principales causes de la déforestation. Lorsque les pays industrialisés ont commencé à brûler du pétrole et du charbon, ils ont encore

augmenté la quantité de carbone qui s'accumulait dans l'atmosphère. Le carbone contenu dans ces « combustibles fossiles » avait été stocké sous terre depuis des millions d'années, sans contact avec l'atmosphère. Son rejet augmente considérablement la quantité de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, ce qui, à son tour, entraîne une modification du climat. Bien que les plantes puissent absorber une partie de ce carbone supplémentaire rejetés par les gisements de pétrole et de charbon anciens, ils ne le font que temporairement : Lorsque la plante meurt ou lorsqu'une forêt est détruite ou brûle, le carbone est libéré et augmente la concentration de CO₂ dans l'atmosphère (en accentuant le déséquilibre résultant de la destruction de la forêt).

Voilà pourquoi les crédits REDD+ ne contribuent pas à réduire les émissions globales. Pire encore, les crédits REDD+

vont conduire à une augmentation des concentrations de CO₂ dans l'atmosphère parce que REDD+ repose sur l'hypothèse erronée que le carbone forestier et le carbone fossile sont une seule et même chose alors que d'un point de vue climatique, ils ne le sont manifestement pas !

Pour plus d'informations :

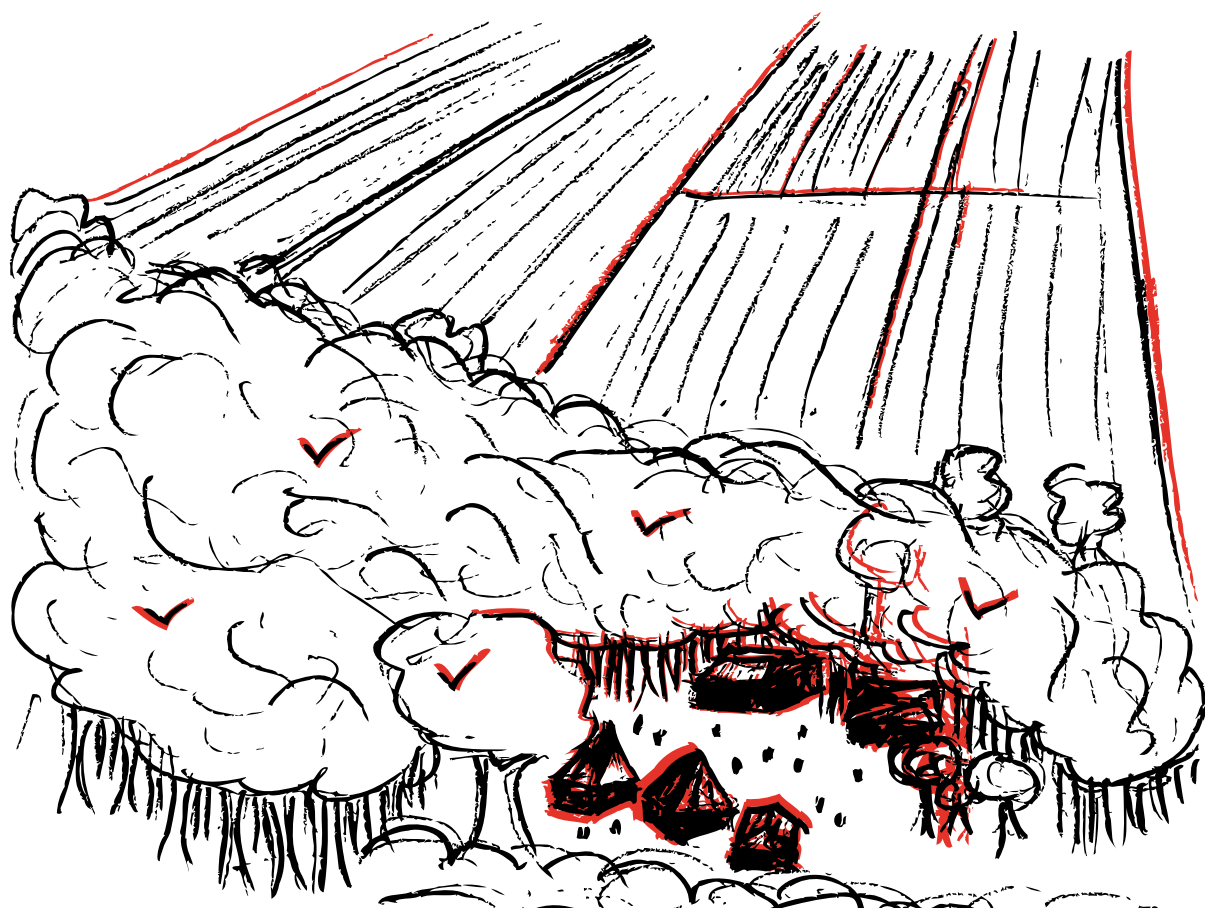
World Rainforest Movement (2012) :

Dix alertes sur REDD à l'intention des communautés. <http://wrm.org.uy/books-and-briefings/10-things-communities-should-know-about-redd/>

World Rainforest Movement (2012) :

Territoire contesté. L'économie verte contre les économies communautaires. Vidéo. <http://wrm.org.uy/videos/disputed-territory-the-green-economy-versus-community-based-economies/>

Les caractéristiques qui font de REDD+ un danger pour l'agriculture paysanne



1 : REDD+ rejette la responsabilité de la déforestation et des émissions sur les pratiques agricoles des paysans

Les paysans du monde entier sont à l'étroit sur des superficies de terres de plus en plus réduites. Aujourd'hui, leurs exploitations représentent 90 % du total des exploitations mondiales mais elles occupent qu'un quart des terres agricoles. Pourtant, ils parviennent encore à produire la plus grande partie de l'alimentation dans le monde, avec

des émissions de GES très loin d'atteindre celles des grandes exploitations industrielles.

Un programme qui retirerait encore des terres aux communautés paysannes ne peut donc pas être une solution à la crise climatique. Pour refroidir la planète, le monde a besoin de plus de petits agriculteurs sur une plus grande proportion des terres agricoles dans le monde, et de moins de terres dans les mains des grandes exploitations agricoles industrielles.

“Un rapport récent du CIFOR sur la République démocratique du Congo a, par exemple, trouvé un « manque de preuves solides » du fait que l'agriculture paysanne a contribué de manière significative à la déforestation globale et a conclu que « les impacts en matière de biodiversité et de carbone dus à la déforestation par les paysans seraient limités ».”

L'écrasante majorité des projets REDD+, cependant, cherche à réduire les émissions de GES en réduisant encore la superficie des terres auxquelles les paysans et les communautés autochtones ont accès ou en changeant la façon dont les terres sont utilisées.⁶

Les partisans de REDD+ justifient leur approche rétrograde en faisant l'hypothèse erronée que la culture itinérante en particulier, une pratique couramment utilisée par les paysans dans le monde entier, est une cause

majeure de la déforestation. Ce n'est tout simplement pas vrai.

La culture itinérante est une pratique d'utilisation des terres que les paysans ont développée depuis de nombreuses générations pour pratiquer des cultures vivrières dans des conditions difficiles. Ce qu'on regroupe généralement sous le terme d'« agriculture sur brûlis » correspond en réalité à des centaines de pratiques d'utilisation des terres différentes, adaptées aux circonstances locales. Loin de provoquer une disparition des forêts à grande échelle, ces pratiques ont permis aux communautés dépendantes de la forêt de préserver les forêts qui les font vivre.

Un rapport récent du CIFOR sur la République démocratique du Congo a, par exemple, trouvé un « manque de preuves solides » du fait que l'agriculture paysanne a contribué de manière significative à la déforestation globale et a conclu que « les impacts en matière de biodiversité et de carbone dus à la déforestation par les paysans seraient limités ».⁷ Une autre étude récente sur les zones côtières de Madagascar a suggéré que les sécheresses historiques étaient à l'origine de la déforestation, plutôt que l'agriculture paysanne ou la culture itinérante comme on le supposait généralement.⁸

Lorsque la culture itinérante conduit à la dégradation des forêts, les cycles de rotation sont généralement raccourcis parce qu'il y a moins de terres disponibles

6. WRM (2015) : REDD : une collection de conflits, de contradictions et de mensonges. <http://wrm.org.uy/fr/livres-et-rapports/redd-une-collection-de-conflits-de-contradictions-et-de-mensonges/>

7. Ickowitz A, Slayback D, Asanzi P et Nasi R. 2015. Agriculture and deforestation in the Democratic Republic of the Congo : A synthesis of the current state of knowledge. Occasional Paper 119. Bogor, Indonésie. CIFOR. http://www.cifor.org/publications/pdf_files/OccPapers/OP-119.pdf

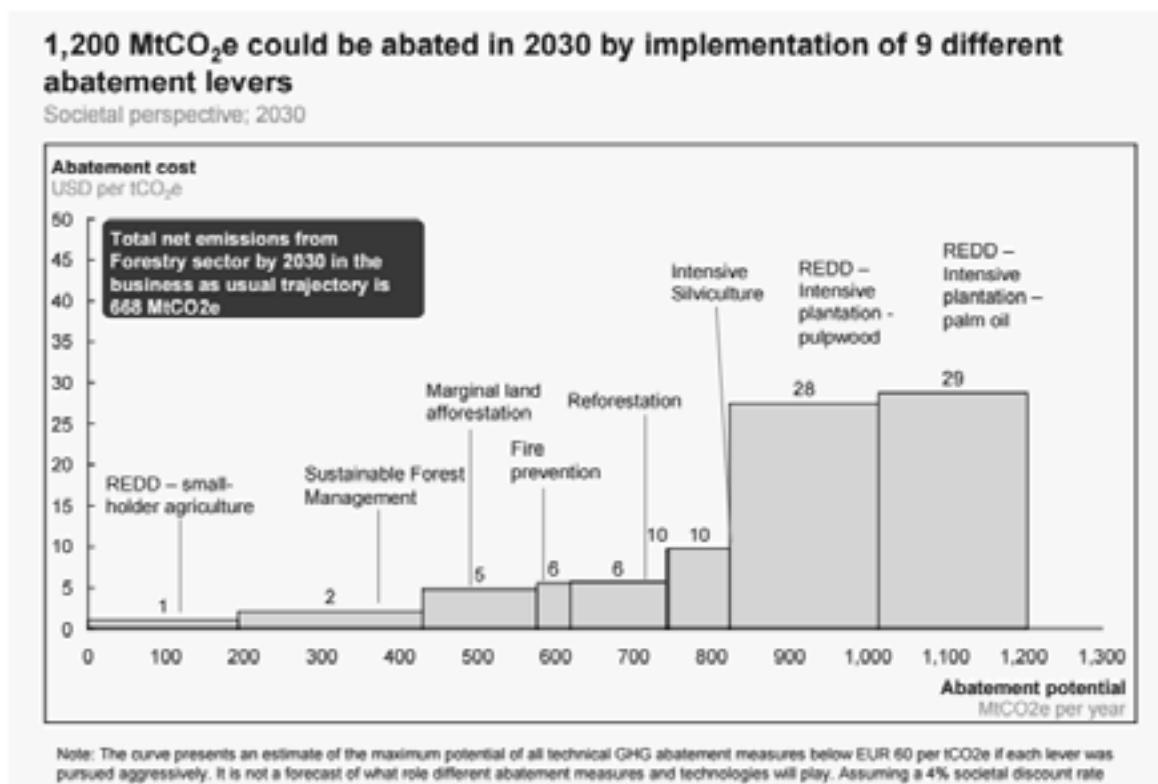
8. Virah-Sawmy, M. (2009): Ecosystem management in Madagascar during global change. Conservation Letters, 2 : 163-170.

pour les cultivateurs itinérants. C'est presque toujours l'expansion des plantations industrielles, les méga-projets d'infrastructures ou l'exploitation forestière industrielle qui accaparent les terres dont les communautés paysannes ont besoin pour la production alimentaire.

Une autre hypothèse est utilisée par les partisans de REDD+, qui justifie leur attention prioritaire aux pratiques paysannes : le « coût d'opportunité » est inférieur à celui qui correspond à la réduction de l'expansion des plantations et des exploitations industrielles.

Le « coût d'opportunité » est égal au coût du non-déboisement des forêts. C'est une mesure de la valeur économique qui aurait été générée, par des entreprises ou des paysans, si les activités de

déforestation étaient autorisées à se poursuivre. Les « coûts d'opportunités » liés au fait de ne pas procéder à une plantation seront toujours plus élevés que les coûts de restreindre la plantation d'une culture alimentaire locale par les paysans ou ceux entraînés par la restriction de l'accès d'une communauté forestière pour la chasse, la cueillette ou le pâturage. Les consultants peuvent voir l'argent que les plantations génèrent pour les entreprises mais ils ne voient pas toute la valeur que les zones forestières représentent pour les communautés paysannes en termes de production locale de nourriture, de logement, de médicaments, de biodiversité, de culture, etc. Pour les partisans de REDD+, par conséquent, il est plus efficace du point de vue du « coût » d'empêcher les paysans d'utiliser les terres forestières que



Source : Conseil national indonésien sur les changements climatiques (2010) :
« Indonesia's greenhouse gas abatement cost curve ». Août 2010. P. 21.

ÉTUDE DE CAS #1

« Qu'avons-nous gagné ? Pas grand-chose »

En 2002, le Projet carbone de la communauté de N'hambita au Mozambique a commencé avec une subvention de 5 millions € accordée à Envirotrade, une société enregistrée à l'origine à l'île Maurice. Les objectifs du projet sont la conservation d'une forêt appartenant à la communauté, l'introduction de l'agroforesterie et d'autres nouvelles pratiques agricoles afin d'améliorer les rendements des cultures, et la création d'entreprises communautaires. Des contrats ont été conclus avec les populations locales pour planter et prendre soin des arbres sur leurs terres et les communautés ont également été chargées de protéger une zone forestière de 10 000 ha et d'y effectuer des patrouilles. L'ouverture de nouveaux champs n'a pas été autorisée. Dans un premier temps, le projet a effectivement apporté un revenu aux populations et a permis à certaines familles de couvrir leurs maisons d'un toit de tôle ondulée ou d'acheter un panneau solaire et de gérer un petit commerce de recharge des téléphones, etc. Mais ces avantages ne pèsent pas bien lourd en comparaison des obligations juridiques à long terme associées. Les villageois sont payés pendant sept ans pour planter et protéger les arbres, mais ils signent un contrat pour 99 ans. Une clause du contrat stipule que « les agriculteurs sont tenus de continuer à prendre soin des plants dont ils sont propriétaires, même après la période de sept ans couverte par ce contrat ». António Serra de Envirotrade au Mozambique a expliqué à La Via Campesina, qui a enquêté sur le projet en 2012, que, « si un agriculteur décède pendant la durée du contrat, le contrat, tous les droits qui y figurent, mais aussi toutes les obligations, sont transférés à leurs héritiers légaux/légitimes ». Lorsque les chercheurs ont examiné le contrat d'un agriculteur, ils ont découvert qu'il serait payé 128 USD sur sept ans pour planter des arbres dans une zone de 0,22 ha. À ce type de tarifs, l'agriculteur aurait besoin d'avoir accès à une superficie de terres bien plus grande que celle dont disposent la plupart des agriculteurs de la communauté et devrait planter beaucoup plus d'arbres pour « réduire la pauvreté », un autre objectif affiché par le projet. Les paiements aux agriculteurs sont également conditionnés au fait que 85 % des semis survivent ; dans le cas contraire les paiements sont réduits. En conséquence, de nombreux villageois impliqués dans le projet ont réduit ou cessé leurs cultures afin de pouvoir s'occuper des arbres. Malgré cela, le taux de survie des plants est resté régulièrement inférieur aux 85 % exigés. Lorsque les paiements ont été réduits ou retardés, le manque d'argent ainsi que le fait que les villageois avaient réduit ou abandonné leurs cultures ont encore aggravé leur situation déjà difficile. Un rapport pour La Via Campesina a également constaté qu'un nombre considérable d'agriculteurs chargés de l'entretien des coupe-feux et des patrouilles dans les forêts communautaires dans la zone REDD+ avaient abandonné l'agriculture. Un villageois qui coordonnait un groupe d'agriculteurs chargé des coupe-feux et des patrouilles avait l'habitude de cultiver pour nourrir sa famille. « Maintenant, notre activité principale, ce sont les coupe-feux. Je n'ai pas le temps d'aller à la machamba [ferme] », dit-il. Les 340 USD qu'il a gagnés pendant la saison des coupe-feux, il a dû les partager avec le groupe de quatre personnes qu'il dirige. Il est ainsi devenu beaucoup plus difficile pour de nombreuses personnes participant au projet de se procurer de quoi se nourrir.

de barrer la route aux sociétés de plantation et aux exploitants industriels.

Cette approche convient aux pays industrialisés et aux organismes internationaux d'aide au développement qui financent la plupart des projets REDD+. Cela signifie que pour une somme d'argent relativement modeste, ils peuvent donner au monde l'impression qu'« ils font quelque chose sur la déforestation », sans avoir à assumer leur propre responsabilité pour la déforestation, à travers la promotion et la consommation de produits agricoles industriels destinés à l'exportation.

Le cabinet de conseil mondial McKinsey a produit un grand nombre de calculs de coût d'opportunité douteux pour des projets REDD+, comme le projet indonésien présenté ci-dessous. Ils présentent tous l'agriculture paysanne et la culture itinérante comme les cibles les moins coûteuses pour réduire les émissions liées à l'utilisation des terres. De ce fait, les plans REDD+ de nombreux pays tropicaux se concentrent sur « l'option à faible coût » de la culture itinérante.

2. REDD+ : Une bonne affaire pour les sociétés du marché carbone, les ONG internationales de conservation, les consultants et les pays industrialisés

Une des grandes promesses de REDD+ est que les communautés dépendant de la forêt et les paysans seront payés pour la protection de la forêt. Pour inciter les gouvernements et les communautés des pays du Sud, les promoteurs de REDD+ font régulièrement des affirmations exagérées sur l'ampleur du commerce mondial des crédits carbone ou sur l'ampleur attendue d'un futur marché du carbone forestier.

« Imaginez un marché qui pourrait fournir des milliards de dollars pour la replantation d'arbres, la protection des forêts, et l'amélioration de la façon dont le bois est exploité. C'est de cela dont nous parlons quand nous parlons du potentiel des marchés carbone, et du rôle que le carbone forestier pourrait y jouer. »⁹ Voilà comment Mark Tercek, directeur général du groupe de conservation américain The Nature Conservancy, l'un des plus ardents défenseurs de REDD+, décrit le potentiel des marchés carbone pour les forêts au cours d'un événement intitulé « Carbon Finance Speakers » à l'Université de Yale aux États-Unis, en 2009.

En 1997, lorsque le traité international sur le climat de l'ONU, le Protocole de Kyoto, a permis aux pays industrialisés de respecter leurs limites d'émissions en partie en payant pour des réductions dans les pays du Sud, des promesses similaires ont été faites. La Banque mondiale et les mêmes organisations internationales de conservation qui plaident aujourd'hui en faveur d'un marché du carbone forestier prédisaient que le Mécanisme de développement propre du Protocole de Kyoto (MDP) pourrait apporter des milliards aux pauvres des pays du Sud. Mais, aujourd'hui, seuls quelques marchés régionaux du carbone, actuellement mal en point, se sont matérialisés au lieu des milliards, voire des milliers de milliards d'un marché mondial du carbone qui devait permettre au « carbone » de devenir la nouvelle monnaie internationale.

La réalité est que le prix des permis d'émission est en chute libre depuis 2008, entre autres raisons parce que les

9. Tercek, M. (2009) « Protecting Forests and Lands through Environmental Markets and Finance », Carbon Finance Speakers Series at Yale. 10 février 2009. P. 35.



Un rapport préparé pour le gouvernement britannique en 2008, le Rapport Eliasch, a estimé que, dans un scénario, 9 milliards d'USD seraient captés annuellement sous forme de « rente » ou de profit par les négociants de carbone forestier sur un coût total de 22 milliards d'USD, et dans un deuxième scénario 18 milliards d'USD sur un coût total de 33 milliards d'USD.¹ Source de l'illustration : FERN (2012) : The Story of REDD : A real solution to deforestation ?

1. The Eliash Review (2008) : Climate Change : Financing Global Forests The Eliash Review. https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/228833/9780108507632.pdf

gouvernements ont donné gratuitement tant de permis aux entreprises que peu d'entre elles ont eu besoin d'acheter d'autres permis pour couvrir leurs émissions. Les crédits d'émissions dans le plus grand marché du carbone, le Système d'échange de quotas de l'UE, s'échangent maintenant à environ 7 €, bien en dessous du niveau de 42 € qui serait nécessaire pour encourager les électriciens allemands à passer de la combustion du charbon à celle du gaz naturel, et encore plus loin des 60-80 € qui avaient été annoncés pour le prix de ces permis quand le régime a été introduit. Les crédits carbone issus de projets MDP sont dans une situation encore pire et se négocient à seulement 0,40 € depuis quelques années maintenant. En fait, les performances financières des marchés du carbone sont si mauvaises que la Banque mondiale a cessé de publier en 2012 son

« Rapport [annuel] sur l'état du marché du carbone », quand il n'a plus été en mesure de trouver une façon de montrer au moins une certaine évolution positive sur ces marchés.

Les permis carbone vont peut-être revenir au prix prévu. Mais le retour d'expérience des projets REDD+ existants qui vendent des crédits carbone sur le marché carbone volontaire, sur lequel les entreprises et les individus achètent des crédits carbone pour faire valoir que (certaines de) leurs émissions ont été compensées, montrent comment la plupart des profits supposés aller en théorie aux communautés sont captés par d'autres acteurs.

Un rapport préparé pour le gouvernement britannique en 2008, le Rapport Eliasch, a estimé que, dans un scénario, 9 milliards

“Pour les organisations internationales de conservation comme The Nature Conservancy, Conservation International et WWF au contraire, REDD+ est une bonne affaire, car elles sont capables de capter une grande partie de l'aide et du financement carbone international disponibles pour REDD+.”

d'USD seraient captés annuellement sous forme de « rente » ou de profit par les négociants de carbone forestier sur un coût total de 22 milliards d'USD, et dans un deuxième scénario 18 milliards d'USD sur un coût total de 33 milliards d'USD.¹⁰ Source de l'illustration : FERN (2012) : The Story of REDD : A real solution to deforestation ?

Avant qu'un projet REDD+ puisse vendre des crédits de carbone, un grand nombre de documents techniques doivent être écrits, certifiés et vérifiés par différents cabinets d'audit.¹¹ La plupart du temps, le projet REDD+ a également besoin de l'aide d'intermédiaires pour trouver des acheteurs pour ses crédits. C'est toujours le cas dans les rares situations où une communauté gère elle-même le projet REDD+. Tous ces préparatifs n'utilisent

pas seulement un langage truffé de jargon, ils coûtent aussi de l'argent. Et ils ne sont pas bon marché. Ils s'ajoutent à ce qu'on appelle les « frais généraux » ou les « coûts de transaction » des projets REDD+. Ces derniers sont variables d'un cas à l'autre mais, généralement, ils représentent de 20 à 50 % du budget du projet de compensation carbone. Les paiements aux communautés portent aussi généralement sur une somme nette (pas sur la marge brute) et l'expérience empirique à ce sujet laisse penser qu'il ne reste souvent pas beaucoup de bénéfice net une fois que les propriétaires du projet ont déduit tous leurs frais.

Pour les organisations internationales de conservation comme The Nature Conservancy, Conservation International et WWF au contraire, REDD+ est une bonne affaire, car elles sont capables de capter une grande partie de l'aide et du financement carbone international disponibles pour REDD+. Elles sont impliquées dans de nombreux projets et initiatives REDD+ et interviennent au niveau de conseil sur de nombreux plans REDD+. Aucun de ces groupes n'a dévoilé la taille de son budget REDD+, ou quelle part de leur financement provient du financement climatique que les pays

10. The Eliash Review (2008) : Climate Change : Financing Global Forests The Eliash Review. https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/228833/9780108507632.pdf

11. Voir le site internet de l'Alliance Climat, Communauté et Biodiversité pour découvrir des exemples de ce à quoi ressemblent ces documents. Ils font rarement moins de 100 pages ! <http://www.climate-standards.org/category/projects/>

ÉTUDE DE CAS #2

« Pour mon peuple et moi-même, les souffrances durent maintenant depuis cinq ans »

Dans l'État de Cross River, dans le sud-est du Nigeria, un programme REDD+ qui associe la FAO, le PNUD et le PNUE prévoit un moratoire sur les activités forestières qui sont menées depuis des générations par les membres de la communauté. « Pour mon peuple et moi-même, les souffrances durent maintenant depuis cinq ans, depuis que le gouvernement nous a empêchés d'entrer dans notre forêt parce REDD arrive et, jusqu'à présent, je n'ai rien reçu d'eux », dit le chef Owai Obio Arong de la communauté Iko Esa. En application du programme, les produits comme les noix de kola ou les fruits qui sont réputés avoir été cueillies dans la zone forestière REDD+ sont confisqués aux membres de la communauté. La récolte des feuilles d'Afang, un légume local consommé en Afrique occidentale et centrale, a également été interdite dans les forêts classées zones REDD+ par le gouvernement. Cette criminalisation de la collecte de nourriture dans les forêts et des activités économiques qui y sont liées a favorisé un marché clandestin qui, à son tour, a entraîné une hausse du prix des produits forestiers. Le programme REDD+ a pour l'essentiel transformé des forêts communautaires en zones contrôlées par l'État. ¹

1. Social Development Integrated Centre (2014) : Seeing REDD. Communities, Forests and Carbon Trading in Nigeria. <http://www.rosalux.sn/wp-content/uploads/2011/02/SEEING-REDD-ready-1-version-new.pdf>

ÉTUDE DE CAS #3

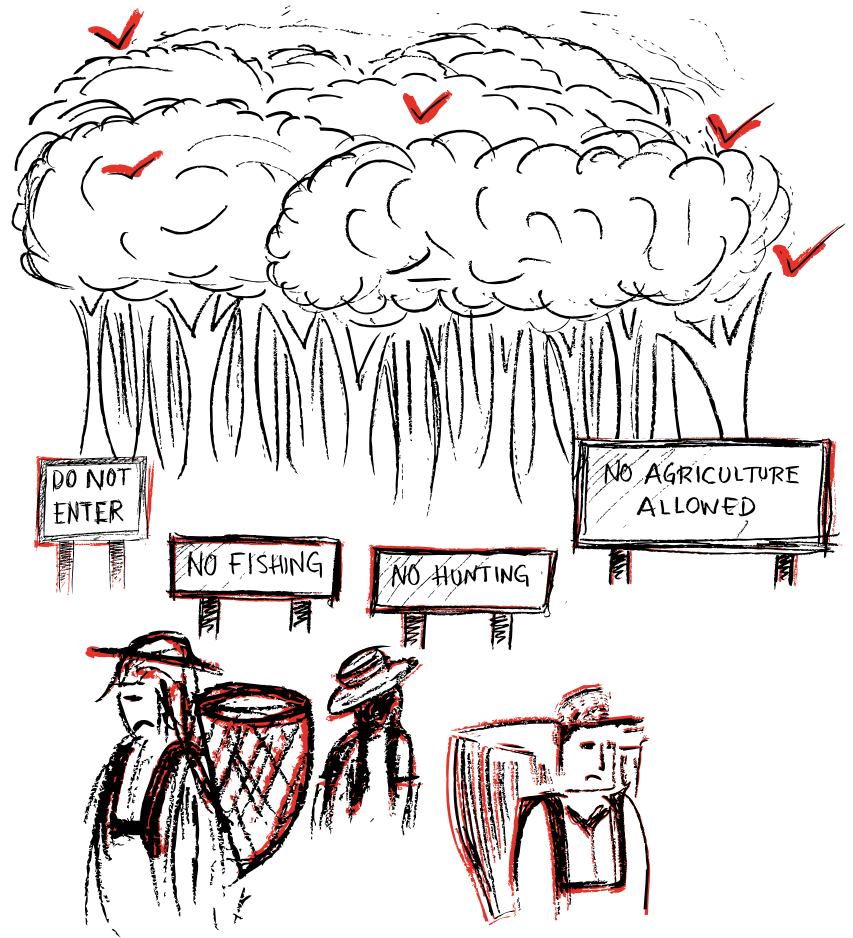
« Il n'y a pas de compensation, seulement des pénalités à payer »

Le « Programme holistique de conservation des forêts » (PHCF) à Madagascar est géré par le WWF Madagascar, avec le soutien financier d'Air France et d'autres acteurs. Le projet se fixe notamment pour objectif d'encourager et soutenir les communautés locales dans la conservation de la biodiversité et la promotion d'activités de remplacement de la culture itinérante. Bien que les activités de remplacement n'aient pas encore démarré, le projet empêche déjà les communautés de pratiquer le hatsake, c'est-à-dire la culture itinérante : « Je risque la prison si je ne veux pas payer. Comme nous avons peur, nous ne touchons pas à la forêt là-bas. Pas même pour nourrir nos enfants. C'est vraiment difficile : où pourrions-nous trouver 800 000 ariary [monnaie nationale] si nous sommes pris à défricher ? » explique un villageois aux chercheurs. Un autre ajoute : « Nous demandons au WWF de nous montrer quelles zones sont protégées et lesquelles ne le sont pas, c'est-à-dire où nous pouvons prendre du bois de chauffage et du bois pour construire nos maisons afin de subvenir aux besoins de nos familles. Mais surtout, ces choses doivent être discutées avec tous les villageois. »

industrialisés comptabilisent comme des paiements REDD+ destinés aux pays du Sud.

Les communautés qui participent à des projets REDD+ peuvent également se retrouver aux prises avec des risques financiers et des obligations stipulées dans leurs contrats qui, souvent, n'ont pas été clairement expliqués. Par exemple, dans un projet de plantation d'arbres en Équateur, géré par la société néerlandaise FACE, le contrat carbone entre l'entreprise et les collectivités participantes inclut l'obligation pour la communauté de replanter les arbres qui pourraient être détruits, par exemple dans des incendies de forêts. Les arbres plantés étaient des pins, dans des plantations en monoculture et dans une région qui ne convient pas au pin et présente un risque élevé d'incendies. Cela n'a donc pas vraiment été une surprise quand les arbres qui faisaient l'objet du projet ont brûlé, et à un endroit donné ils ont brûlé trois fois ! La première fois, la communauté a payé pour la replantation des arbres parce que l'entreprise a insisté sur le respect des obligations contractuelles. Mais quand les arbres ont brûlé à nouveau, ils ont refusé de payer et l'entreprise a menacé d'engager une action juridique contre eux.¹²

12. Ivonne Yanez (2015) : Josefina et les sources : contre les plantations dans les Páramos de l'Équateur. WRM Bulletin 211, mars 2015. <http://wrn.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/josefina-et-les-sources-contre-les-plantations-dans-les-paramos-de-lequateur/>



Les pays industrialisés ont également encore plus à gagner de REDD+ si le nouveau traité de l'ONU sur le climat en cours de négociation leur donne la possibilité de s'attribuer les crédits de la réduction de la déforestation par les pays tropicaux. Une décision sur la façon de financer la réduction de la disparition des forêts dans le cadre d'un nouveau traité de l'ONU est attendue de la réunion de l'ONU sur le climat à Paris en décembre 2015. Une des propositions présentées est que les pays fournissant un soutien financier à REDD+ comptent les réductions REDD+ dans leurs propres objectifs d'émissions. Si le pays où la déforestation a été réduite fait la même chose, la même réduction serait

dans les faits revendiquée deux fois et les émissions réelles de gaz à effet de serre seraient plus élevées que celles communiquées à l'ONU. Par conséquent, si les pays forestiers tropicaux ne peuvent pas accepter que les pays industrialisés s'attribuent les crédits pour leurs réductions d'émissions dans le cadre de REDD+, ils ne devraient pas accepter que REDD+ soit financé par un mécanisme d'échange international.¹³

3. REDD+ fragilise la souveraineté alimentaire

De différentes manières, les projets REDD+ fragilisent souvent la production alimentaire locale et créent une insécurité alimentaire des communautés locales. Dans certains cas, les familles participant directement au projet de compensation carbone doivent réduire leur production de cultures vivrières afin de planter des arbres pour le projet. Dans d'autres cas, le projet REDD+ empêche les communautés d'accéder à des zones forestières dont elles dépendent pour la chasse et la cueillette, pour la culture itinérante ou pour le pâturage. Parce que la plupart des projets REDD+ partent de l'hypothèse erronée que la culture itinérante et l'agriculture paysanne dans les zones forestières sont une menace pour les forêts et le climat, ils comprennent généralement des restrictions sur la possibilité pour les familles d'ouvrir de nouveaux champs dans la forêt. Les dossiers incluent habituellement des propositions visant à accroître les rendements sur les parcelles existantes, grâce à des pratiques de « modernisation » comme des cultures intercalaires pour maintenir

“Parce que la plupart des projets REDD+ partent de l'hypothèse erronée que la culture itinérante et l'agriculture paysanne dans les zones forestières sont une menace pour les forêts et le climat, ils comprennent généralement des restrictions sur la possibilité pour les familles d'ouvrir de nouveaux champs dans la forêt.”

les nutriments et la fertilité des sols. En réalité, cependant, la grande majorité de ces propositions échouent parce qu'elles ne sont pas adaptées aux circonstances locales particulières.

L'expérience qu'une communauté a vécue en Bolivie avec un projet de compensation carbone forestier est typique des projets REDD+ dans d'autres endroits. Un villageois de la communauté a parlé aux chercheurs d'un troupeau de vaches que le projet de compensation carbone avait fourni afin de mettre en place « des moyens de subsistance alternatifs » pour la communauté pour compenser la perte de l'accès aux terres forestières. Malheureusement, les vaches étaient de races européennes, incapables de survivre en Bolivie. « À la fin, elles sont toutes mortes » a expliqué le villageois. « Ces vaches coûtaient tellement cher que tout un

13. FERN & TWN (2015) : Who takes the credit ? REDD+ in a post-2020 UN climate agreement. <http://www.fern.org/sites/fern.org/files/Who%20takes%20the%20credit.pdf>

troupeau de races locales aurait pu être acheté pour le prix d'une seule. »¹⁴

L'échec régulier de ces tentatives pour « mettre en place des solutions de remplacement à la culture sur brûlis » ou pour « moderniser » l'agriculture paysanne à travers des propositions élaborées par de lointains porteurs de projets REDD+ ou des ONG de conservation souligne une autre tension inhérente à REDD+ : ces projets cherchent avant tout à maximiser le stockage du carbone dans la zone qui fournira des

crédits carbone. Les initiatives visant à associer les communautés paysannes et les populations des forêts sont le fruit d'une réflexion après coup, d'une exigence des bailleurs de fonds ou visent à montrer la mise en œuvre d'un projet soi-disant participatif.

Les besoins des communautés dépendant de la forêt ne sont pratiquement jamais le véritable point de départ de la conception de ces projets. Par conséquent, les participants locaux peuvent s'attendre à un échec des initiatives visant à accroître le rendement des cultures ou à développer de nouvelles opportunités de génération de revenus. Les idées peuvent paraître séduisantes sur le papier mais, régulièrement, elles ne parviennent pas à tenir compte des circonstances locales.

14. Greenpeace (2009) : Carbon Scam : Noel Kempff Climate Action Project and the Push for Subnational Forest Offsets. <http://www.greenpeace.org/usa/Global/usa/report/2010/1/carbon-scamnoel-kempff-clima.pdf>

ÉTUDE DE CAS #4

« Souffrir ici pour les aider là-bas »

Le Projet d'action climat de The Nature Conservancy à Guaraqueçaba, dans le sud du Brésil est l'un des premiers projets de carbone forestier. Dans les documents promotionnels, les propriétaires du projet écrivent qu'il est important « de faire en sorte que les populations locales soient associées à la préservation des forêts autour de Guaraqueçaba. Tout le monde doit gagner sa vie d'une manière ou d'une autre. Donc si vous ne pouvez pas exploiter une ferme ou un ranch, comment votre famille peut-elle gagner de l'argent ? Voilà pourquoi nos partenaires et nous-mêmes avons fait participer tant de membres de la communauté à des entreprises durables, génératrices de revenus. » Les « entreprises durables, génératrices de revenus » et les emplois prévus par le projet ont été de courte durée. Les restrictions sur l'utilisation par les communautés de leurs territoires traditionnels, notamment les forêts qu'ils protègent depuis des générations, sont quant à elles toujours appliquées. Le harcèlement des personnes qui vont dans les forêts pour chercher de la nourriture, du bois ou des lianes est devenu de plus en plus fréquent, de nombreuses familles ont commencé à quitter l'endroit qui avait été leur foyer. « Directement ou indirectement, c'est à cause de ces projets de conservation que cette population est venue ici et a créé une ceinture de misère autour de notre ville, ce qui a causé ici un problème social très important », explique le maire de la ville voisine d'Antonina dans un film sur le projet. « C'est un jeu qui n'a que des objectifs économiques. Il favorise les grandes entreprises et les grandes ONG. L'environnement ne les intéresse pas, il n'y a que les bénéfices qui comptent pour les uns comme pour les autres ; avec les crédits carbone, elles continuent de polluer, elles gagnent toujours davantage. Et c'est la communauté qui paie le prix pour tout cela », explique un résident pour décrire la façon dont il a vécu le projet forestier de Guaraqueçaba.

ÉTUDE DE CAS #5

Des groupes locaux « privés de budget »

Le dossier du projet REDD de Monte Pascoal dans l'État brésilien de Bahia promet que « de nouvelles possibilités d'emploi seront offertes par le projet pour les membres de la communauté locale, qui seront payés pour leurs apports de main-d'œuvre. » Le projet a signé des contrats carbone avec Kraft Foods, une entreprise partenaire de Conservation International, et la société de cosmétiques Natura. Cependant, depuis 2012, le projet fait face à des difficultés pour trouver suffisamment de terres à restaurer pour honorer les ventes de crédits carbone dans le contrat Natura. Lorsque des problèmes supplémentaires sont survenus dans la mise en œuvre du projet, les intérêts de la communauté ont été les premiers à être sacrifiés. Les associations locales se sont senties exclues et ont expliqué que les seules contributions qui leur restaient dans ce projet étaient leurs noms et leurs signatures dans le dossier du projet. Les promesses concernant les emplois locaux et les autres bénéfices du projet de compensation carbone n'ont jamais été tenues ou n'ont duré que quelques années.

ÉTUDE DE CAS #6

« C'est notre forêt et ce sont d'autres gens qui la gèrent à notre place »

Une brochure consacrée à un projet REDD+ dans la partie orientale de la RDC affirme que, bien que « le projet n'en soit encore qu'à ses débuts, les communautés locales bénéficient déjà de son aide pour des cliniques médicales, des écoles primaires, des réunions de planification de la conservation, des ateliers REDD+ des ateliers et des salaires pour les gardes et le personnel du parc ». Le projet est soutenu par Conservation International et fournit des crédits de carbone à la société de divertissement Walt Disney. Un investisseur du projet note que les fonds de la société « aideront les communautés locales dans leurs efforts pour gérer la forêt dans les zones du projet, ce qui apportera ensuite une source de revenus aux villageois locaux et améliorera leurs moyens de subsistance. Ces efforts permettront de diminuer les émissions de carbone tout en aidant à réduire l'exploitation forestière et la culture sur brûlis. » Interrogé par les chercheurs sur la REDD+, un membre de la communauté a expliqué : « Nous avons eu une information sur le projet REDD et ils nous ont dit qu'il allait y avoir énormément d'avantages pour nous. Ils nous ont dit de ne plus nous attaquer à la forêt, mais de la protéger, de la même manière que nous protégeons les gorilles. (...) Ils nous ont dit que les arbres produisent du carbone, ce qui est important pour l'atmosphère. Tout le monde va être plus à l'aise financièrement et nos vies vont changer. Ils nous ont dit que le projet allait durer 20 ans mais il a commencé il y a trois ans et nous n'avons encore rien vu. Donc, nous pouvons voir que les bénéfices prennent beaucoup de temps à nous parvenir et les gens commencent à se décourager. Mais nous continuons à espérer, parce qu'ils nous ont apporté de l'espoir. » Un habitant d'un village voisin était moins optimiste : « C'est notre forêt et ce sont d'autres gens qui la gèrent à notre place. »

4. REDD+ affaiblit le pouvoir des communautés sur leurs territoires

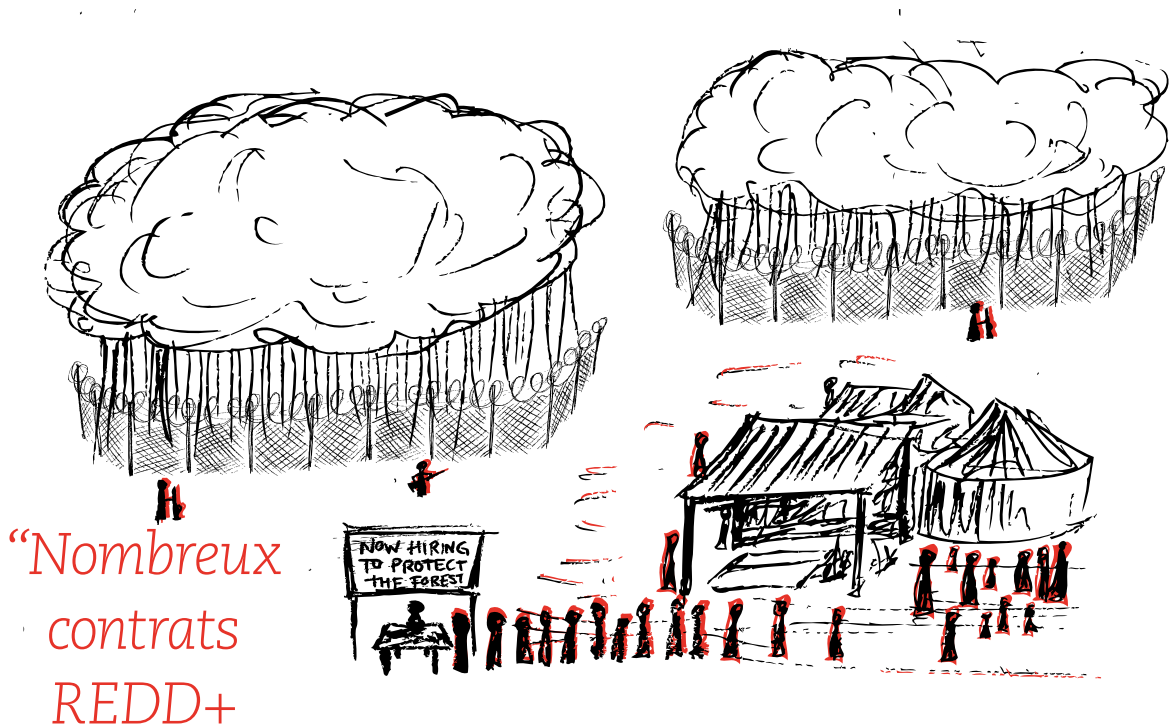
« Pourquoi rester dans la forêt, si l'on vous interdit de vivre avec elle ? »

Dercy Teles,
Syndicat des travailleurs ruraux,
Xapuri, Acre

Les crédits REDD+ échangeables sont une forme de titre de propriété. Ceux qui achètent des crédits n'ont pas besoin de posséder les terres ou les arbres qui « stockent » le carbone, mais ils possèdent effectivement le droit de décider comment ces terres seront utilisées. S'ils possèdent

les crédits carbone, ils disposent aussi généralement des droits contractuels pour surveiller ce qui se passe sur les terres et demander un accès aux terres au moment qu'ils choisissent.

Les communautés ne sont souvent pas informées de la façon dont le contrat qu'elles signent pour les projets REDD+ pourrait réduire le contrôle qu'elles exercent sur leurs terres. En 2013, les Amis de la Terre International ont analysé un certain nombre de contrats de projets REDD+ qui associaient directement des communautés. Ils ont constaté que de nombreux contrats REDD+ étaient pleins de « mots écrits avec l'intention de ne pas être



étaient pleins de « mots écrits avec l'intention de ne pas être compris, de ne pas être appliqués. » Souvent, les obligations contractées par les communautés ou les familles ne sont pas clairement expliquées ou sont décrites dans des termes ambigus qui peuvent facilement être mal interprétés.»

compris, de ne pas être appliqués. » Souvent, les obligations contractées par les communautés ou les familles ne sont pas clairement expliquées ou sont décrites dans des termes ambigus qui peuvent facilement être mal interprétés. Il est difficile d'obtenir des conseils juridiques sur de tels documents techniques complexes et ambigus parce que presque tous les contrats REDD+ contiennent des clauses de stricte confidentialité. Beaucoup de contrats et de dossiers de projet sont également écrits en anglais, avec une traduction partielle seulement ou inexistante dans les langues locales, ce qui limite encore la possibilité pour les communautés de se renseigner de façon approfondie sur les projets REDD+ qui leur sont présentés.

Le contrôle communautaire sur les territoires est également amoindri par la logique intrinsèque des compensations carbone, qui exige que le projet REDD+ identifie les utilisateurs des terres et leurs activités comme une menace pour la forêt pour que le projet REDD+ puisse générer des crédits carbone. Si les activités ne sont pas une menace pour la forêt, il n'y a pas de risque de déforestation et aucun crédit carbone ne peut être généré à partir de la déforestation évitée !

Pour les projets REDD+ faisant intervenir des communautés forestières, cela signifie que les gens qui ont protégé la forêt depuis des générations doivent décrire la façon dont ils utilisent la forêt comme un risque dans le récit hypothétique de ce qui serait arrivé à la forêt en l'absence du projet REDD+. Sans ce récit expliquant que la forêt aurait été détruite, il n'y a pas de carbone à économiser, et donc pas de crédits carbone à vendre. Cette exigence du projet REDD+ de compensation carbone de décrire l'agriculture paysanne et l'agriculture itinérante comme un risque pour la forêt renforce déjà la fausse croyance dangereuse

que les communautés dépendant de la forêt et les petits agriculteurs sont les agents les plus importants de la déforestation et amoindrit le contrôle que ces communautés exercent sur leurs territoires.

La création de divisions au sein des communautés est un autre moyen important de réduire le contrôle des communautés sur leurs territoires. Bien que de nombreuses promesses d'emploi par le biais des projets REDD+ soient restées lettre morte, les projets REDD+ permettent généralement d'embaucher effectivement des gens issus de la communauté pour travailler comme gardes forestiers ou gardes dont le rôle est de rendre compte du respect des règles du projet REDD+ au sein de la communauté. En d'autres termes, ils sont censés surveiller les autres membres de la communauté. Leur rôle est de signaler aux porteurs de projet si les membres de la communauté coupent les arbres, chassent, pêchent, font pousser des cultures vivrières dans la forêt ou utilisent les forêts comme ils l'ont toujours fait, mais ce qui constitue des activités interdites en vertu des règles des projets REDD+.

Inutile de dire que c'est un travail susceptible de créer des conflits au sein de la communauté, en particulier si les règles n'ont pas été convenues avec la communauté mais imposée par le projet REDD+. Cette forme d'« emploi » crée au sein de la communauté des divisions qui auront une incidence négative sur la capacité de cette communauté à organiser et à travailler ensemble pour défendre ses territoires.

Comment les modifications des lois inspirées par les marchés du carbone menacent la réforme agraire

Le Code forestier au Brésil est un exemple de la façon dont les changements juridiques guidés par le mécanisme REDD+ et des initiatives similaires de compensation carbone constituent un risque pour la réforme agraire et les droits des paysans à la terre. La révision du Code forestier de 2012 élargit l'utilisation des crédits de restauration des forêts commercialisables. Ce sont des crédits qu'un propriétaire peut vendre si il/elle a moins défriché de forêts que ce qui est permis par le Code forestier. Les agriculteurs qui ont dans le passé défriché plus de forêt que la loi le permettait et sont tenus, en vertu du Code forestier 2012 de restaurer la zone déboisée au-delà de la limite légale - ou risquent de perdre l'accès à des lignes de crédit agricole - peuvent acheter ces crédits de restauration des forêts au lieu de procéder à la restauration de la forêt sur leurs propres terres.

Ces crédits négociables de restauration des forêts font peser risque important sur un instrument clé de la réforme agraire au Brésil. L'instrument historique de la Réforme agraire a été l'expropriation des latifundia pour lesquels on pouvait prouver qu'ils étaient improductifs et donc ne remplissaient pas la « fonction sociale » exigée par la Constitution du pays. L'introduction de crédits négociables de restauration des forêts crée un instrument qui pourrait protéger les propriétaires de latifundia de l'expropriation à des fins sociales, parce que ces crédits transformeraient des domaines improductifs en des usines à carbone et des réserves environnementales. Cela permettrait ensuite aux propriétaires fonciers de prétendre que les terres remplissent la « fonction sociale » exigée par la Constitution.

« La possibilité d'acheter des crédits carbone va transformer des latifundia improductifs en « usines de carbone », prévient Gerson Teixeira, ex-président de l'Association brésilienne pour la réforme agraire (ABRA).

Pour plus d'informations :

World Rainforest Movement (2014): REDD quitte les forêts pour envahir les paysages : la même chose, en plus grand et avec plus de chances de faire des dégâts. <http://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/redd-quitte-les-forets-pour-envahir-les-paysages-la-meme-chose-en-plus-grand-et-avec-plus-de-chances-de-faire-des-degats/>

Terra de Direitos (2014): Desmascarando as falsas soluções da Economia Verde frente às crises climática e ambiental. Boletim informativo nº 5 - Dezembro de 2014. <http://terradedireitos.org.br/wp-content/uploads/2014/12/Boletim-Biodiversidade6.pdf>

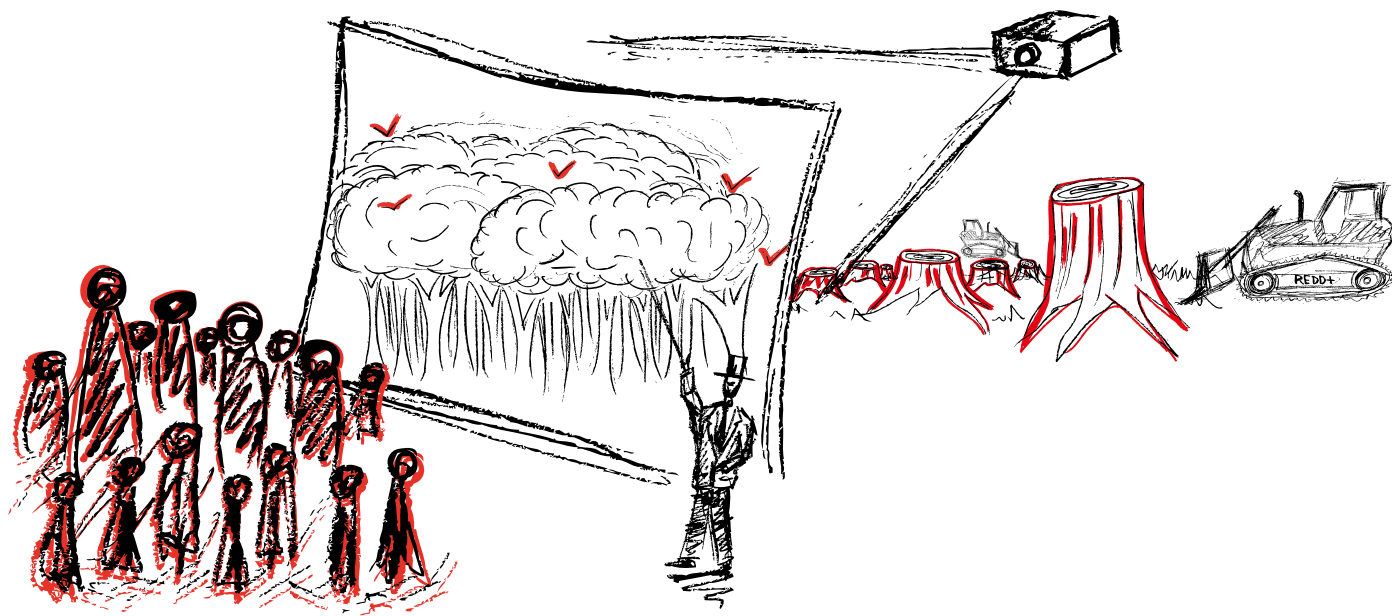
ÉTUDE DE CAS #7

De la souveraineté alimentaire à la dépendance sur des marchés du bois spéculatifs

Le projet carbone forestier Scolel Té, dans le Chiapas, au Mexique, est l'un des premiers exemples de compensation forestière. Il a été mis en place en 1996 à la suite d'une étude de faisabilité de six mois financée par le Royaume-Uni. Cette étude a été réalisée par des chercheurs mexicains et britanniques, en collaboration avec les producteurs de café autochtones des hautes terres du nord du Chiapas. Les agriculteurs ont été attirés par le projet parce qu'ils y voyaient un moyen d'obtenir des titres fonciers et une diversification de l'utilisation des terres après l'effondrement des prix du café sur le marché mondial. En 2008, environ 450 agriculteurs individuels ainsi que 12 communautés avaient signé des contrats avec le projet. Le rapport annuel 2010 décrit l'initiative comme un « système communautaire de gestion du carbone » qui pratique des « activités génératrices de services carbone », notamment le reboisement, l'agroforesterie et la conservation et la restauration des forêts. Les paiements pour le carbone n'aident les agriculteurs que pendant les cinq années du programme (jusqu'à ce que les arbres soient censés pousser sans entretien intensif supplémentaire). Le principal avantage financier de ce projet n'est donc pas le paiement pour le carbone au cours des cinq premières années, mais les recettes provenant de la future vente de bois escomptée. Les agriculteurs s'engagent à entretenir les plantations d'arbres sur quatre rotations de 25 ans pour un total de 100 ans dans le cadre du projet. En 2012, Greenpeace écrivait que « l'accent mis par le projet sur les activités de boisement et de reboisement a conduit certains membres des communautés locales à modifier leurs habitudes d'utilisation des terres en passant de cycles de culture itinérantes de 5 à 7 ans (qui leur assuraient sécurité et subsistance) à quatre rotations de 25 ans de plantations forestières commerciales (qui étaient spéculatives et à la merci des forces du marché). Au-delà de la potentielle aggravation des conditions sociales des populations, une analyse a montré que les bénéfices carbone dans les zones du projet de carbone forestier peuvent s'avérer négatifs par rapport aux surfaces en jachère dans les forêts gérées de façon traditionnelle par les communautés. »

Le chercheur Tracey M. Osborne a réalisé une étude sur certaines communautés qui participent au projet de carbone forestier de Scolel Té. Elle a constaté que pour la communauté maya Chol de Frontera Corozal, « le projet est très loin d'avoir répondu aux besoins des paysans participants et, dans certains cas, il a exacerbé les tensions au sein des ménages et de la communauté. » Elle note également que, « alors que les producteurs de carbone participent au projet en partie parce qu'ils y voient un moyen d'obtenir des droits fonciers, le projet de carbone forestier a coïncidé avec un processus national de privatisation des terres qui peut fragiliser l'accès et le contrôle des paysans sur leurs terres à l'avenir. »¹

1. Tracey M. Osborne (2010) : Carbon capital : The political ecology of carbon forestry and development in Chiapas, Mexico. <http://gradworks.umi.com/34/44/3444378.html>



5. REDD+ facilite l'expansion de l'agriculture industrielle

La déforestation causée par le secteur agricole au cours des dernières décennies est presque entièrement due à l'expansion des cultures de produits de base pour l'exportation et pour l'alimentation animale. La superficie occupée par seulement quatre de ces cultures (soja, huile de palme, colza et canne à sucre) a quadruplé au cours des cinquante dernières années et la grande majorité de cette augmentation de production est assurée par des fermes et des plantations industrielles de grande taille.¹⁵

15. GRAIN (2014) : Affamés de terres : Les petits producteurs nourrissent le monde avec moins d'un quart de l'ensemble des terres agricoles. <https://www.grain.org/fr/article/entries/4960-affames-de-terres-les-petits-producteurs-nourrissent-le-monde-avec-moins-d-un-quart-de-l-ensemble-des-terres-agricoles> ; Martin Persson, Sabine Henders et Thomas Kastner (2014) : Trading Forests : Quantifying the Contribution of Global Commodity Markets to Emissions from Tropical Deforestation. Document de travail CGD 384. http://www.cgdev.org/sites/default/files/CGD-Climate-Forest-Series-8-persson-et-al-trading-forests_o.pdf ;

La déforestation est donc directement liée aux filières d'approvisionnement internationales en produits de base qui sont contrôlées par un petit nombre de multinationales alimentaires. Parmi celles-ci figurent des traders et des producteurs de produits de base comme Cargill, Louis Dreyfus Group, Bunge, Archer Daniels Midland (ADM), JBS ou Wilmar International, des entreprises agroalimentaires comme Nestlé, Danone ou Unilever, et des chaînes de supermarchés et de restauration rapide comme McDonald, Wal-Mart ou Carrefour.¹⁶

Pour éviter toute mauvaise publicité et protéger leurs filières d'approvisionnement, les entreprises

Hosonuma, N., et al. 2012. An assessment of deforestation and forest degradation drivers in developing countries. Environmental Research Letters, Vol 7. ; Forest Trends, « Consumer Goods and Deforestation », septembre 2014 : http://www.forest-trends.org/documents/files/doc_4719.pdf

16. Hosonuma, N., et al. 2012. An assessment of deforestation and forest degradation drivers in developing countries. Environmental Research Letters, Vol 7.

ont mis en place des systèmes de certification volontaire et des tables rondes sur les produits de base avec la participation de quelques grandes ONG internationales. Ces tables rondes existent maintenant pour les produits du bois (FSC), l'huile de palme (RSPO), le soja (RTRS), le sucre (Bonsucro) et le bœuf (BRBS, voir tableau). Toutes ces initiatives ont permis la mise au point d'un ensemble de normes qui servent de base à la certification des producteurs, généralement par des vérificateurs externes payés par l'entreprise qui demande la certification, et qui ont été accusées de permettre l'écoblanchiment des destructions commises par les entreprises et de ne pas aborder la question de la surconsommation.¹⁷

Au cours des dernières années, les liens entre ces tables rondes des produits de base, les systèmes de certification et les initiatives liées à la déforestation, les changements climatiques et REDD+ n'ont fait que se renforcer. Toutes les grandes tables rondes intègrent

“Le Guide ne précise pas non plus clairement si la FAO estime que l'utilisation d'engrais synthétiques, de semences génétiquement modifiées ou la production d'agrocultures à l'échelle industrielle sont des pratiques « intelligentes face au climat », ce qui fait que le terme peut couvrir tout le spectre des pratiques agricoles industrielles existantes... et il est à noter que l'agroécologie est la grande absente de la liste des exemples.”

maintenant les exigences relatives aux émissions de gaz à effet de serre, tels que l'identification des « forêts à haute valeur en carbone », en explorant les méthodes de comptabilisation du carbone, en travaillant à l'élaboration de produits « zéro déforestation » ou en s'engageant dans des initiatives de compensation carbone. Avec cette fusion croissante entre les tables rondes sur les produits de base et les initiatives de « déforestation zéro », le centre d'intérêt de REDD+ s'est élargi, passant des forêts à ce qu'il est convenu d'appeler des « paysages ». Depuis la fin de 2013, des termes comme « paysage REDD », « fonds de paysage », ou « investissement de paysage » sont de plus en plus souvent apparus dans le sillage de REDD+.

17. WRM (2010) : RSPO : The « greening » of the dark palm oil business ; Overbeek W, Kröger M, Gerber J-F. 2012. An overview of industrial tree plantation conflicts in the global South. Conflicts, trends, and resistance struggles. Rapport EJOLT n° 3 ; WRM (2013) : Procédures de consultation et de traitement des réclamations du FSC : le cas de Veracel Celulose au Brésil ; WRM (2013) : 12 réponses à 12 mensonges sur les plantations industrielles de palmier à huile

La Banque mondiale joue un rôle clé dans le rapprochement des initiatives « paysage » et REDD+ avec les marchés du carbone. En marge de la réunion sur le climat de l'ONU en 2013, la Norvège, le Royaume-Uni et les États-Unis ont à eux tous affecté 280 millions d'USD pour que la Banque mette en place l'« Initiative pour des paysages forestiers durables » (Initiative for Sustainable Forest Landscapes - ISFL) dans le cadre de son Fonds BioCarbone déjà existant. Le Fonds BioCarbone est un « partenariat public-privé », hébergé par la Banque mondiale ; il a été le premier fonds carbone à mettre en œuvre des projets de compensation carbone dans le secteur de la forêt et de l'agriculture. Unilever, Mondelez International et Bunge ont été parmi les entreprises agroalimentaires impliquées dans la préparation de l'ISFL et étaient présentes lors du lancement de l'initiative. La Banque mondiale a annoncé sa nouvelle « Initiative pour des paysages forestiers durables » en promettant de « créer de multiples sources de revenus grâce à la transformation durable des paysages ».

Cette fusion de REDD+ et de la production des produits agricoles offre à des multinationales agroalimentaires comme Unilever et Cargill d'énormes opportunités de protéger leurs « sources de revenus » et même d'en créer de nouvelles. Ces deux sociétés

sont membres du Consumer Goods Forum, une « collaboration entre 400 distributeurs, fabricants et prestataires de services qui représentent un chiffre d'affaires global de plus de 3 000 milliards d'USD, qui se sont engagés à aller dans le sens d'un objectif de zéro déforestation nette dans leurs chaînes d'approvisionnement d'ici 2020. (Voir l'Annexe 1 pour plus d'informations sur certaines de ces initiatives internationales.) En fait, par « zéro déforestation nette », les entreprises veulent dire qu'elles peuvent continuer à s'approvisionner en produits agricoles provenant de zones déboisées aussi longtemps que des arbres sont plantés en compensation ou que d'autres forêts sont « protégées » par des programmes REDD+. Cela signifie que les entreprises obtiennent le contrôle des forêts (pour la production de produits de base) et les communautés paysannes et les peuples autochtones perdent le contrôle sur les forêts (qu'ils ne peuvent plus utiliser pour la production alimentaire ou leurs moyens de subsistance). Dans le cadre du scénario de « paysage REDD » qui se dessine, des territoires entiers seraient morcelés par les entreprises dans les zones forestières qui leur fournissent des crédits carbone et les zones agricoles où elles auront mis en place des plantations et forceront les agriculteurs locaux à des accords de production sous contrat.

ÉTUDE DE CAS #8

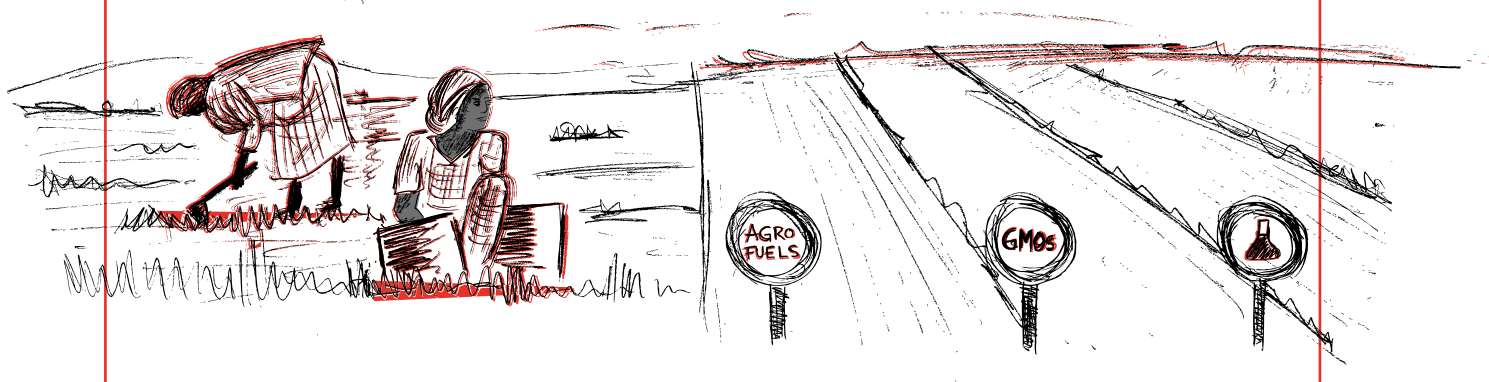
« J'ai perdu ma terre. C'est comme si
je n'étais pas un être humain »

Le New Forests Company (NFC) est une société britannique qui exploite des plantations forestières en Ouganda, en Tanzanie, au Mozambique et au Rwanda. En 2005, le NFC a commencé à établir des plantations forestières sur 20 000 hectares de terres dans trois sites différents en Ouganda. La principale activité de l'entreprise est la production de bois, mais la documentation de marketing mentionne également la vente de crédits carbone de l'une des plantations. Dans une présentation de la société non datée, New Forest Company écrit que « NFC a la volonté de générer des VER [unités de crédits carbone du marché volontaire] avec des co-bénéfices sociaux et environnementaux vérifiables : ce qui garantit la livraison de crédits charismatiques. » Un rapport d'Oxfam publié en 2011 a démontré que, pour les résidents locaux, les opérations de NFC étaient tout sauf « charismatiques ». Le rapport a réuni des informations sur les conflits et la violence généralisés lorsque les villageois ont été expulsés des terres qu'ils avaient utilisées pendant des années, mais qui ont maintenant été incluses dans l'autorisation de plantation. Jusqu'à vingt mille personnes ont été expulsées de leurs maisons et de leurs terres pour laisser la place à des plantations de NFC. « Je me souviens de ma terre, trois acres de café, de nombreux arbres - des manguiers et des avocats. J'avais cinq acres de bananiers. On m'a donné des prix en tant qu'agriculteur modèle. J'avais des vaches pour le lait, dix ruches, deux belles maisons permanentes. Ma terre me donnait tout, aussi bien mon gagne-pain que l'éducation de mes enfants. Les gens m'appelaient Omataka : celui qui possède des terres. Maintenant tout cela n'existe plus. Aujourd'hui je fais partie des plus pauvres », explique un agriculteur parlant de son expérience en terme de crédits carbone et de plantation de bois d'œuvre par NFC.¹

1. Matt Grainger & Kate Geary (2011) : The New Forests Company and its Uganda plantations. « J'ai perdu ma terre. C'est comme si je n'étais pas un être humain » <http://www.redd-monitor.org/wpcontent/uploads/2011/09/cs-new-forest-company-uganda-plantations-220911-en.pdf>

Le lien entre « l'agriculture intelligente face au climat » et REDD+

Depuis 2011, le terme « agriculture intelligente face au climat » est apparu aux côtés de REDD+ pour décrire les initiatives qui établissent un lien entre changement climatique, agriculture et forêts. Des alliances entre la FAO, la Banque mondiale, des ONG de conservation comme The Nature Conservancy, Conservation International, le WWF et d'autres, et des multinationales agro-alimentaires ont commencé à introduire et promouvoir le concept. La première conférence mondiale sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et le changement climatique, qui s'est tenue aux Pays-Bas en novembre 2010 à l'initiative des gouvernements des Pays-Bas, de l'Éthiopie, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège et du Vietnam, et en collaboration avec la FAO et la Banque mondiale, a préparé le terrain pour faire la promotion de cette nouvelle idée. En 2014, la FAO a élaboré un document intitulé « Guide de référence à l'agriculture intel-



ligente face au climat » (« Climate Smart Agriculture Sourcebook ») qui décrit tout un ensemble de pratiques d'utilisation des terres mais ne contient que peu d'informations tangibles sur la façon dont ces pratiques contribuent à ce que la FAO définit comme « l'agriculture intelligente face au climat ». Le Guide ne précise pas non plus clairement si la FAO estime que l'utilisation d'engrais synthétiques, de semences génétiquement modifiées ou la production d'agrocarburants à l'échelle industrielle sont des pratiques « intelligentes face au climat », ce qui fait que le terme peut couvrir tout le spectre des pratiques agricoles industrielles existantes. Et il est à noter que l'agroécologie est la grande absente de la liste des exemples dans le Guide de la FAO sur « l'agriculture intelligente face au climat », alors que plusieurs exemples qui sont présentés sont liés au financement par les marchés du carbone. On peut ainsi y trouver des exemples sur le Malawi ou la Zambie, pays dont les émissions de gaz à effet de serre sont parmi les plus basses au niveau mondial. Pourtant, la proposition « intelligente face au climat » de la FAO consiste à financer leurs projets d'adaptation à une crise climatique planétaire causée par l'utilisation excessive de combustibles fossiles dans les pays industrialisés, grâce à un marché du carbone qui se base sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, déjà faibles, de pays comme le Malawi et la Zambie, afin que les pays industrialisés puissent continuer à brûler du pétrole, du charbon et du gaz.

Globalement, on ne sait pas à ce stade ce qui entre exactement dans la case « agriculture intelligente face au climat ». Dans les années 1960 et 70, la FAO et la Banque mondiale avaient vigoureusement soutenu leur « révolution verte » : le remplacement de variétés locales par des variétés à haut rendement qui dépendaient de l'application d'engrais, de pesticides et d'irrigation pour parvenir aux rendements prévus. Les activités proposées par la FAO, la Banque mondiale et d'autres sous ce nouveau label d'« agriculture intelligente face au climat » font penser à une « révolution verte » reformulée pour correspondre au sujet du moment : le changement climatique.

Pour plus d'informations :

La Via Campesina (2014): UN-masking Climate Smart Agriculture. <http://viacampesina.org/en/index.php/main-issues-mainmenu-27/sustainable-peasants-agriculture-mainmenu-42/1670-un-masking-climate-smart-agriculture>

Attac France & la Confédération Paysanne (2015): La « climate smart agriculture » une agriculture livrée à la finance carbone et aux multinationals. https://france.attac.org/IMG/pdf/note_climate-smart.pdf

ÉTUDE DE CAS #9

Le projet de restauration de la forêt de Harapan

Ce projet, connu sous le nom de « Projet de la forêt tropicale de Harapan », est le résultat de la première « Concession de restauration d'un écosystème » accordée en Indonésie. Bien que les documents récents à propos de ce projet fassent peu mention de REDD+, des publications antérieures mentionnaient les marchés du carbone parmi les sources potentielles de financement et le projet a figuré dans des présentations sur REDD+. Comme dans beaucoup d'endroits où REDD+ a été mis en œuvre, l'historique de l'utilisation des terres dans et autour de la zone du projet de restauration de la forêt tropicale de Harapan est complexe. Pendant les années 1980, les populations autochtones ont d'abord perdu l'accès à leurs terres lorsque des entreprises privées ont exploité les forêts. Lorsque la concession forestière a expiré, les sociétés sont parties, laissant derrière elles une forêt fortement dégradée. Les paysans et les populations autochtones ont récupéré 101 365 hectares de cette forêt dégradée par l'exploitation forestière industrielle pour produire des aliments tels que du riz, des haricots et des fruits, et pour construire leurs maisons. Lorsque PT Reiki, le concessionnaire de la zone de conservation, a pris le contrôle de la zone, les paysans et les peuples autochtones ont été (de nouveau) chassés. Ils ont été intimidés, arrêtés et interrogés. « Ils ont été contraints de signer une lettre dans laquelle ils acceptaient de quitter la région et de ne jamais revenir. Certains paysans ont été envoyés en prison puis libérés », a écrit en 2008 le syndicat des agriculteurs SPI.¹

1. - La Via Campesina International (2008) : Small farmers victims of forest carbon trading. <http://viacampesina.org/en/index.php/actions-and-events-mainmenu-26/-climate-change-andagrofuels-mainmenu-75/629-small-farmers-victims-of-forest-carbon-trading>

ÉTUDE DE CAS #10

« Nous ne voulons pas de cette zone de conservation, nous voulons d'abord des titres fonciers »

Au Pérou, des centaines de migrants qui ont dû abandonner leurs terres dans des régions où l'exploitation minière avait rendu la terre impropre aux cultures sont affectés par un projet REDD+ géré par le groupe français Pur Projet. Pur Projet a été lancé en 2008 par Tristan Lecomte, un promoteur clé de l'« entrepreneuriat responsable » en France. Le groupe propose à des entreprises comme l'entreprise française de construction Vinci ou le distributeur d'énergie GDF Suez la possibilité de compenser leurs émissions de carbone en finançant des activités Pur Projet. Le projet REDD+ au Pérou fait partie de ces activités. Les populations qui avaient quitté les régions minières pour rejoindre la région où le projet REDD+ est mis en œuvre n'ont jamais été formellement consultées sur le projet REDD+ parce que leurs droits sur les terres dans lesquelles ils ont migré ne leur ont jamais été officiellement reconnus. Ils n'ont donc pas pu affirmer leur opposition au projet REDD+ de prise de contrôle des forêts de la région, dont ils dépendent maintenant en partie pour leurs moyens de subsistance. Pur Projet, quant à lui, a affecté un budget de 150 000 € pour « l'assistance juridique (avocats) pour obtenir des décisions de justice sur l'invasion de la zone de conservation par les migrants. »¹

1. Nominations pour le prix Pinocchio 2014 : Polluez tranquille, Pur Projet vous absout ! http://prix-pinocchio.org/rubrique.php?id_rubrique=7

ÉTUDE DE CAS #11

« Les charbonniers et les éleveurs de bétail doivent trouver de nouveaux emplois ou d'autres terres »

En 2001, la société allemande privée Global-Woods International AG a signé un contrat à bail de 49 ans pour mettre en place une plantation commerciale dans la réserve forestière de Kikonda en Ouganda occidental. Le projet couvre 12 182 hectares de terres appartenant au gouvernement. Il est décrit comme une plantation forestière commerciale qui génère également des crédits carbone. La plantation forestière a provoqué de nombreux conflits entre les porteurs de projet et les résidents locaux qui utilisent les terres, mais ne disposent d'aucun titre foncier. Un rapport préparé pour la certification du projet est significatif de l'approche des porteurs de projet (et de la société d'audit) vis-à-vis des droits d'utilisation des terres contestés figurant dans la concession de plantation : « Avec la mise en application de la démarcation de la [réserve forestière], les activités illégales diminuent progressivement et les charbonniers et les éleveurs de bétail doivent trouver de nouveaux emplois ou d'autres terres pour poursuivre leurs pratiques. » Le document que l'entreprise a dû préparer pour enregistrer les crédits carbone indique dans le chapitre sur « l'utilisation actuelle des terres et le régime foncier sur le site du projet » que « pour le moment, les agents de sécurité employés par la direction du

projet patrouillent constamment dans la zone de la réserve forestière pour arrêter les activités illégales. Ces patrouilles rappellent également constamment aux gens de la région que la réserve forestière ne peut être utilisée que pour l'arboriculture. »¹

1. Adrian Nel (2014) : *Sequestering market environmentalism : Geographies of Carbon Forestry and Unevenness in Uganda*. (Thèse de PhD), Université d'Otago, Nouvelle-Zélande. <http://hdl.handle.net/10523/5070>

ÉTUDE DE CAS #12

Accuser les petits agriculteurs d'être des « agents de la déforestation »

Le projet REDD+ Purus dans l'Etat brésilien d'Acre est mis en œuvre par Moura & Rosa Empreendimentos Imobiliários LTDA, CarbonCo LLC. et Freitas International Group LLC. Les porteurs du projet affirment que, en l'absence du projet REDD+, la communauté locale ne disposerait d'aucun « titre foncier sécurisé et légal ». Ils laissent ainsi penser que les résidents locaux vivant dans la zone du projet REDD+ seront les principaux bénéficiaires du projet, car ils ne seraient plus confrontés au risque d'être expulsés de leurs terres. En contrepartie de l'obtention de cette « certitude », les paysans devront être prêts à limiter leurs pratiques agricoles traditionnelles dans la forêt. Pourtant, cela pose au moins deux problèmes : Le dossier de projet REDD+ affirme que l'entreprise ne reconnaîtra à chaque famille que le droit à une superficie de 100 hectares seulement (une taille considérée comme « petite » dans cette partie de l'Amazonie).¹ Mais les familles ont traditionnellement occupé des zones plus vastes que les 100 hectares que le projet REDD+ est prêt à reconnaître comme des terres sur lesquelles les occupants ont des droits légitimes. Par conséquent, une proposition qui comprend des restrictions sur les pratiques traditionnelles des communautés pour l'utilisation des terres et des forêts et ne régularise que 100 hectares ne permet pas de faire respecter leurs droits. Deuxièmement, la participation au projet exigeait initialement des résidents qu'ils signent une déclaration. « J'ai demandé si le document pouvait me nuire. Il [le représentant du projet REDD+] m'a dit que non, que je pouvais signer. Il s'agissait seulement d'une assurance pour nous, dont nous allions bénéficier », a expliqué un résident de la zone du projet REDD+. Ceux qui signent la déclaration, cependant, signent un document qui reconnaît que l'entreprise est propriétaire des terres alors que, dans la réalité, la propriété reste contestée ! La signature de cette déclaration pourrait donc être utilisée comme une preuve contre les occupants s'ils cherchaient à demander la reconnaissance juridique de leur propriété sur la base de l'utilisation ininterrompue des terres à un moment donné (ce qui est leur droit en vertu de la loi brésilienne).

1. Certaines familles utilisent plus de 100 ha, et le dossier du projet indique que les résidents qui ont mis plus de 100 hectares « en exploitation productive » recevront toute la zone qu'ils utilisent actuellement.

Cet exemple montre aussi que les normes de certification ne protègent pas les droits des communautés. Le projet a été certifié par une norme de certification couramment utilisée par les projets REDD+, la norme CCB (Climat, Communauté et Biodiversité). Cette certification permet aux projets REDD+ de vendre leurs crédits parce que le certificat est considéré par les acheteurs comme une assurance indépendante que les crédits de carbone sont « sans conflit ». L'évaluation de la certification comprend une visite par une équipe d'auditeurs qui vérifient si le projet est mis en œuvre conformément à la norme. Les visites sont généralement courtes, accompagnées par les porteurs du projet REDD+ et l'audit est également payé ces derniers. Dans le cas du projet Purus, l'équipe de l'audit de certification a jugé inadaptée la déclaration évoquée plus haut, en faisant valoir qu'« il est inapproprié de demander à des gens de signer un document qu'ils ne peuvent pas lire ». En effet, cela est inapproprié ! Mais l'alternative adoptée par le projet et acceptée par l'équipe d'audit semble encore plus inappropriée : Les porteurs du projet ont embauché un consultant pour rendre à nouveau visite aux communautés et encourager leurs membres à exprimer verbalement leur désir de participer au projet REDD+ au lieu de leur demander de signer un document. La sollicitation de la simple confirmation verbale d'une telle décision, qui pourrait avoir beaucoup d'influence sur les droits fonciers des paysans, a été considérée comme plus appropriée que la déclaration écrite pour obtenir leur consentement, et le projet REDD+ a reçu un certificat « Gold Level » attestant qu'il est particulièrement avantageux pour les communautés concernées.

Le dossier de projet REDD+ Purus affirme également que, sans le projet REDD+ « la déforestation « sauvage » constante à la frontière des forêts, le déboisement pour l'agriculture de subsistance et l'élevage » aurait aggravé la déforestation dans la région. Un rapport de 2013 pour le World Rainforest Movement note que « les 18 familles qui vivent dans la zone du projet (environ 100 personnes) sont placées dans la catégorie des « agents de la déforestation ». [...] La construction de ce récit de culpabilité est essentiel pour accorder une légitimité à un projet de conservation dont la création ne pouvait être justifiée que par l'existence d'une menace réelle sur la forêt ».²

2. Centro de Memória das Lutas e Movimentos Sociais da Amazônia (2013) : Observations sur un projet REDD privé dans l'État d'Acre, au Brésil. Rapport du World Rainforest Movement

.....

ÉTUDE DE CAS #13

Agriculture, changements climatiques et marchés du carbone - un exemple au Kenya

Lors de la première Conférence sur la sécurité alimentaire, l'agriculture et les changements climatiques en novembre 2010 à La Haye, aux Pays-Bas, la Banque mondiale a lancé son premier projet carbone portant sur des sols agricoles en Afrique. Le Kenya Agricultural Carbon Project (KACP) a été présenté comme un projet « triplement gagnant » : il permettrait de réduire les émissions de gaz à effet de serre, d'aider les agriculteurs à « s'adapter » au changement climatique et d'augmenter les rendements des cultures. Il a été utilisé par la Banque mondiale et d'autres acteurs pour convaincre les gouvernements de l'hémisphère Sud qu'il s'agissait de la bonne approche pour attirer les financements urgemment nécessaires à la fois pour l'adaptation au changement climatique et pour le développement agricole. Le communiqué de presse de la Banque mondiale à l'époque précisait que « le bénéfice direct pour les communautés locales dépasse les 350 000 \$, avec un paiement initial de 80 000 \$ qui sera effectué pendant la première année, en 2011. » Ce projet associe notamment des agriculteurs qui passent à des semences et herbicides hybrides fournis par société agro-industrielle multinationale Syngenta. Avec d'autres vendeurs de semences hybrides, Syngenta a de bonnes chances de gagner jusqu'à 52 300 USD avec ce projet. Cette participation met également l'entreprise en position de bénéficiaire de futurs projets REDD+. La Fondation Syngenta est aussi l'un des investisseurs dans le Fonds BioCarbone de la Banque mondiale.

Au-delà des risques de dépendance à l'égard des semences hybrides, un rapport de l'IATP en 2011 met également en perspective les allégations de la Banque mondiale sur les avantages pour les agriculteurs. En utilisant les propres chiffres du développeur du projet, le rapport montre que les revenus carbone rapporteraient moins d'un dollar par hectare et par an à 60 000 agriculteurs (selon ce qui a été inclus dans les coûts de transaction) et en prenant au pied de la lettre les calculs du carbone. La Banque a garanti de payer 4 USD/ tonne pour au moins 150 000 crédits générés par le projet, soit une petite proportion des 1,2 million de tonnes de CO₂ que le projet est censé éviter tout au long de sa durée de vie. L'achat de la Banque ajouterait jusqu'à 600 000 USD pour les 150 000 crédits. Par comparaison, la Banque a dépensé plus de 1 million de dollars sur la seule méthodologie. Et plus d'un million de dollars seraient dépensés par l'organisation de développement suédoise Vi Agroforestry, qui est également impliquée dans le projet, au cours des trois premières années du projet. Il est extrêmement improbable que la Banque continuera à garantir un prix de 4 USD/tonne pour les crédits restants, en particulier si le prix des crédits carbone reste bas.¹

1. Shefali Sharma (2012) : An Update on the World Bank's Experimentation with Soil Carbon. <http://www.iatp.org/documents/an-update-on-the-world-bank%E2%80%99s-experimentation-with-soil-carbon>

Conclusions



Les problèmes sont clairs, les solutions existent... et elles sont très différentes du concept REDD+. Le grand écart entre la réalité et les promesses des promoteurs REDD+ montre que, pour les paysans, ce mécanisme est une fausse solution qui porte atteinte à la souveraineté alimentaire et au contrôle des communautés dépendant de la forêt sur les terres dont ils dépendent.

REDD+ contribue également à dissimuler le fait que, alors que l'agriculture est un contributeur majeur au changement climatique, tous ceux qui cultivent des terres ne partagent pas la même responsabilité en matière d'émissions. C'est le système alimentaire industriel - avec son usage intensif d'intrants chimiques, son érosion des sols, la déforestation et l'accent mis sur la production pour les marchés

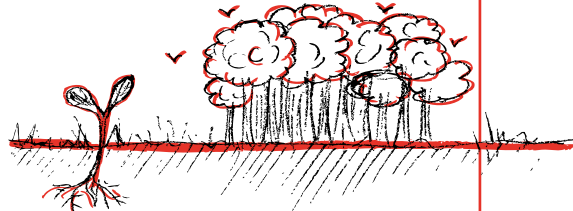
d'exportation - qui est la principale source d'émissions de gaz à effet de serre.

Pourtant, le mécanisme REDD+ accuse à tort la culture itinérante et l'agriculture paysanne de la déforestation et des émissions de gaz à effet de serre. En réalité, les paysans prouvent déjà qu'il est possible de « nourrir le monde » tout en produisant beaucoup moins d'émissions que le modèle industriel tiré par les exportations de la production agricole. Rendre les terres aux petits agriculteurs et aux communautés autochtones est aussi le moyen le plus efficace de relever les défis qui s'imposent pour nourrir une population mondiale croissante dans une ère de chaos climatique imprévisible. REDD+ nous détourne dangereusement de l'action urgente qui doit être menée en ce sens.

Souveraineté alimentaire : 5 étapes pour refroidir la planète et nourrir sa population

1. Prendre soin des sols

L'équation alimentation/climat plonge ses racines dans la terre. Le développement de pratiques agricoles non durables au cours du siècle dernier a conduit à la destruction de 30 à 75 % de la matière organique sur les terres arables, et de 50 % sur les pâturages et les prairies. Cette perte massive de matière organique est responsable de 25 à 40 % de l'excédent actuel de CO₂ dans l'atmosphère de la terre. Mais la bonne nouvelle est que le CO₂ que nous avons envoyé dans l'atmosphère peut être remis dans le sol, tout simplement en rétablissant les pratiques que les petits agriculteurs mettent en œuvre depuis des générations. Si des politiques et des mesures incitatives adaptées étaient mises en place dans le monde entier, les teneurs en matière organique des sols pourraient être rétablies aux niveaux de l'agriculture préindustrielle dans un délai de 50 ans, soit à peu près le temps que l'agriculture industrielle a pris pour les réduire. Cela permettrait d'éliminer entre 24 et 30 % du total des émissions mondiales actuelles de gaz à effet de serre.

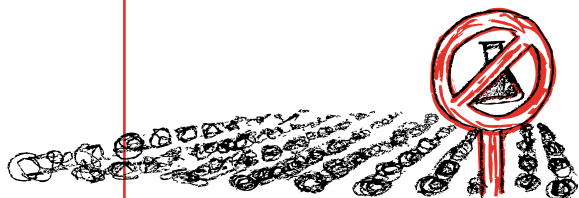


2. Une agriculture naturelle, sans produits chimiques

L'utilisation des produits chimiques dans les exploitations industrielles est en perpétuelle augmentation, au fur et à mesure que les sols s'appauvrissent et que les ravageurs et les mauvaises herbes deviennent résistants aux insecticides et aux herbicides. Les petits agriculteurs du monde entier, cependant, disposent encore des connaissances et

de la diversité des cultures et des élevages nécessaire pour assurer une culture productive sans l'utilisation de produits chimiques, en diversifiant les systèmes de culture, en combinant production végétale et animale, et en intégrant des arbres et une végétation sauvage. Ces pratiques améliorent le potentiel productif des terres parce qu'elles améliorent la fertilité des sols et empêchent leur érosion. Chaque année, de

la matière organique s'accumule dans le sol, ce qui permet de produire de plus en plus de denrées alimentaires.



3. Réduire les « kilomètres alimentaires », et privilégier les aliments frais

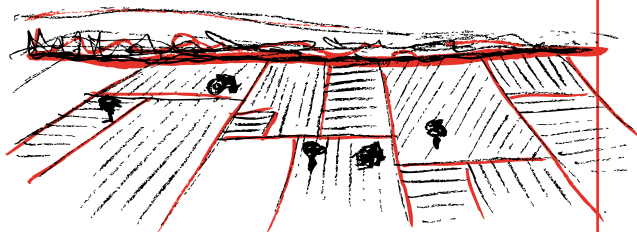
La logique d'entreprise qui se traduit par des transports de denrées alimentaires autour du monde dans les deux sens, n'a pas de sens du point de vue de l'environnement, ni d'aucun autre point de vue d'ailleurs. Le commerce mondial des produits alimentaires, qu'il s'agisse du défrichage de vastes étendues de terres et de forêts pour produire des produits agricoles ou des aliments surgelés vendus dans les supermarchés, est le principal responsable de la contribution disproportionnée du système alimentaire aux émissions de GES. Une grande partie des émissions de GES du système alimentaire peut être éliminée si la production alimentaire est réorientée vers les marchés locaux et les aliments frais, en tournant le dos aux viandes bon marché et aux aliments transformés.

Mais la bataille pour y parvenir est probablement la plus difficile, tant les grandes entreprises et les gouvernements sont profondément déterminés à développer le commerce des produits agro-alimentaires.

4. Rendre la terre aux agriculteurs et arrêter les méga-plantations

Au cours des 50 dernières années, quatre cultures principalement pratiquées dans de grandes plantations (soja, huile de palme, colza et canne à sucre) ont envahi une énorme superficie de 140 millions

d'hectares, la taille de la presque totalité des terres agricoles en Inde. La superficie occupée au niveau mondial par ces quatre cultures industrielles et quelques autres, toutes bien connues pour leurs émissions de gaz à effet de serre, est appelée à poursuivre sa croissance si les politiques ne changent pas. Aujourd'hui, les petits agriculteurs sont confinés dans moins d'un quart des terres agricoles mondiales, mais ils continuent à produire la plus grande partie de l'alimentation dans le monde : 80 % des denrées alimentaires dans les pays non industrialisés, selon la FAO. Les petits agriculteurs produisent ces denrées alimentaires beaucoup plus efficacement que les grandes plantations, et par des moyens qui sont meilleurs pour la planète. Une redistribution des terres dans le monde entier au profit des petits agriculteurs, combinée à des politiques destinées à les aider à rétablir la fertilité des sols et à soutenir les marchés locaux, peut permettre de réduire de moitié les émissions de GES en quelques décennies.



5. Oublier les fausses solutions, se concentrer sur ce qui fonctionne

Il est de plus en plus largement reconnu que l'alimentation est au cœur du changement climatique. Les derniers rapports du GIEC et les plus récents sommets internationaux ont reconnu que l'alimentation et l'agriculture sont les principaux facteurs d'émissions de GES et que le changement climatique pose d'énormes défis à notre capacité de nourrir une population mondiale croissante. Pourtant, aucune volonté politique n'est venue remettre en cause le modèle dominant de la production alimentaire industrielle et de sa distribution. Au lieu

de cela, les gouvernements et les grandes entreprises proposent un certain nombre de fausses solutions. Il y a par exemple la coquille vide de l'« Agriculture intelligente face au climat », qui est pour l'essentiel un nouveau nom pour la Révolution verte. Il y a aussi de nouvelles technologies à risque, comme des cultures d'organismes génétiquement modifiés pour résister à la sécheresse ou des projets de géo-ingénierie à grande échelle. Il y a encore des objectifs sur la part des biocarburants, qui entraînent un accaparement des terres dans les pays du Sud. Et il y a enfin des marchés du carbone et des projets REDD +, qui permettent essentiellement aux pires émetteurs de GES d'éviter de réduire leurs émissions en transformant les forêts et les terres agricoles des paysans et des peuples indigènes en parcs de conservation et en plantations. Aucune de ces « solutions » ne peut fonctionner parce que toutes vont à l'encontre de la seule solution efficace : le passage d'un système alimentaire industriel mondialisé soumis au pouvoir des grandes sociétés à des systèmes alimentaires locaux aux mains de petits agriculteurs.

En savoir plus

Expériences vécues par les communautés avec REDD+

WRM (2015): REDD : Une collection de conflits, de contradictions et de mensonges.

<http://wrm.org.uy/fr/livres-et-rapports/redd-une-collection-de-conflits-de-contradictions-et-de-mensonges/> (EN, ES, PORT)

La Via Campesina (2012): Carbon trading and REDD+ in Mozambique: farmers 'grow' carbon for the benefit of polluters. http://www.grain.org/bulletin_board/entries/4531-carbon-trading-and-redd-in-mozambique-farmers-grow-carbon-for-the-benefit-of-polluters#sdfootnote2anc

Verena Glass (2013): Projetos de carbono no Acre ameaçam direito à terra.

<http://reporterbrasil.org.br/2013/12/projetos-de-carbono-no-acre-ameacam-direito-a-terra/>

CENSAT (2013): Contratos REDD: Despojo ilegítimo, por vías legales'. In: December 2013 issue No 79 of Biodiversidade: Leyes, políticas y economía verde al servicio del despojo de los pueblos. http://www.wrm.org.uy/html/wp-content/uploads/2014/01/Esp_Biodiversidad_12_2013.pdf

REDD-Monitor (2013): Un dirigeant autochtone parle d'Ulu Masen : « Nous avons jamais rien vu de REDD. C'est comme le vent. Nous ne pouvons pas le voir, nous ne pouvons pas le toucher. »

<http://climate-connections.org/tag/ulu-masen-redd-project/>
<http://www.redd-monitor.org/2012/06/12/the-story-of-redd-is-just-a-lie-says-ulu-masen-villager/>

WRM (2013): Disputed Territory. The Green Economy versus

Community-Based Economies. <http://wrm.org.uy/videos/disputed-territory-the-green-economy-versus-community-based-economies/>

Zembla (2010): L'alibi du CO2 Vidéo sur l'expérience vécue par la communauté avec le projet de compensation carbone de Mont Elgon en Ouganda. <http://www.carbontradewatch.org/multimedia/video/the-co2-alibi.html> (EN, FR, ES)

Analyses sur REDD+, le prix de la nature et l'économie verte

WRM (2014): Bulletin WRM 204. Juillet 2014. Dangers croissants : les nouvelles tendances dans REDD. <http://wrm.org.uy/bulletins/issue-204/> (EN, FR, ES, PORT)

George Monbiot (2014): 'The Pricing of Everything' (vidéo en EN) https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=nirtXobpTR8

FERN (2010): Designed to fail? The concepts, practices and controversies behind carbon trading. <http://www.fern.org/designedtofail>

Action Aid (2014): Clever Name Losing Game? How Climate Smart Agriculture is sowing confusion in the food movement. <http://www.actionaid.org/publications/clever-name-losing-game-how-climate-smart-agriculture-sowing-confusion-food-movement>

GRAIN (2014): Affamés de terres : Les petits producteurs nourrissent le monde avec moins d'un quart de l'ensemble des terres agricoles. <https://www.grain.org/fr/article/entries/4960-affames-de-terres-les-petits-producteurs-nourrissent-le-monde-avec-moins-d-un-quart-de-l-ensemble-des-terres-agricoles>

Nathaniel Dyer and Simon Counsell (2010): McREDD: How McKinsey 'cost-curves' are distorting REDD. <http://www.illegal-logging.info/sites/default/files/uploads/McReddEnglish.pdf>

Amis de la Terre International (2014): Trampas de REDD. <http://www.foei.org/es/recursos/publicaciones/publicaciones-por-tema/bosques-biodiversidad-publicaciones/trampas-de-redd-y-de-otros-proyectos-de-conservacion-de-bosques> (ES, EN)

L'agriculture paysanne et le changement climatique

GRAIN (2011): Alimentation et changement climatique, le lien oublié. <http://www.grain.org/fr/article/entries/4363-alimentation-et-changement-climatique-le-lien-oublie>

La Via Campesina et GRAIN (2014): Souveraineté alimentaire : 5 étapes pour refroidir la planète et nourrir sa population. <https://www.grain.org/fr/article/entries/5101-souverainete-alimentaire-5-etapes-pour-refroidir-la-planete-et-nourrir-sa-population>

GRAIN (2009): Le système alimentaire international et la crise climatique. Seedling octobre 2009. <https://www.grain.org/article/entries/790-le-systeme-alimentaire-international-et-la-crise-climatique>

Annexe

**Tableau : Principales initiatives
(public-entreprises – ONG) de promotion de REDD+**

Initiative	Principaux participants (public-entreprises – ONG)	But de l'initiative
Table ronde sur l'huile de palme durable (RSPO)	Parmi ses membres fondateurs figurent Unilever, Migros, AarhusKarlshamn, Golden Hope, MPOA, IOI Group, The Body Shop, Pacific Rim Palm Oil WWF ¹	« La Table ronde sur l'huile de palme durable (RSPO) vise à transformer les marchés de façon à ce que l'huile de palme durable devienne la norme. »
Table ronde sur le soja responsable (RTRS)	Parmi ses membres fondateurs figurent Grupo Maggi, Cordaid, COOP, Unilever WWF	« Encourager une production responsable, actuelle et future, du soja pour réduire les impacts sociaux et environnementaux tout en maintenant ou en améliorant la situation économique pour le producteur »
Bonsucro	Parmi les membres de l'« Initiative pour une meilleure canne à sucre » (devenue plus tard Bonsucro) figurent Cargill, ED&F Man, Tate & Lyle, WWF En 2014, les membres comprenaient entre autres Mars, Shell, BP, Coca-Cola, Grupo Bunge, Petrobras, Syngenta, Bayer Crop Science, Kraft Foods, Wilmar The Nature Conservancy, Solidaridad ²	« Un secteur de la canne à sucre en amélioration constante, dont la durabilité est vérifiée »
Table ronde mondiale de l'élevage bovin durable (GRSB)	Parmi ses membres fondateurs figurent Cargill, JBS, Elanco, McDonalds, Walmart, WWF, Solidaridad	« Le GRSB se place dans la perspective d'un monde dans lequel tous les aspects de la chaîne de valeur du bœuf sont écologiquement rationnels, socialement responsables et économiquement viables » ³

1. <http://www.mpoc.org.my/upload/POS - Roundtable on Sustainable Palm Oil.pdf>

2. http://www2.warwick.ac.uk/fac/soc/pais/people/richardson/ethical_sugar_guide_to_bonsucro_english.pdf

3. <http://grsbeef.org/>

Initiative	Principaux participants (public-entreprises – ONG)	But de l'initiative
The Consumer Goods Forum (CGF) Collaboration entre 400 distributeurs, fabricants et prestataires de services qui représentent un chiffre d'affaires global de plus de 3 000 milliards d'USD	Parmi les membres figurent Unilever, Syngenta, McDonalds, Monsanto, Nestlé, Coca-Cola, Mondelez « Unilever et Ahold, membres du CGF, ont ouvert la 10^e Conférence annuelle de la RTRS par un appel à l'action. Ils ont exhorté les participants à concrétiser leurs engagements en faveur d'un soja responsable pour atteindre l'objectif de zéro déforestation nette »	« Réunir les fabricants et les distributeurs de biens de consommation afin d'arriver à des pratiques commerciales favorisant l'efficacité et le changement positif dans tout notre secteur, en bénéficiant aux acheteurs, aux consommateurs et au monde sans entraver la concurrence »⁴ Le Conseil d'administration du CGF a approuvé une résolution en 2010 visant à ce que les membres du Forum atteignent une « déforestation zéro nette d'ici 2020 ».
Tropical Forest Alliance 2020 « engagement catalysé par le Consumer Goods Forum (CGF) visant à mobiliser des ressources au sein de leurs entreprises respectives pour parvenir à une déforestation zéro nette d'ici à 2020 »	Les partenaires fondateurs sont le Gouvernement des États-Unis et le Consumer Goods Forum. Parmi les membres figurent Cargill, Unilever, Wilmar, Marfrig, Mondelez International, Nestlé, Terra Global Capital et ONG Forest Trends, Conservation International, Flora & Fauna International, Forest Stewardship Council, Rainforest Alliance, Solidaridad The Nature Conservancy, Wildlife Conservation Society, World Resources Institute, World Wildlife Fund⁵	« Réduire la déforestation tropicale associée à l'approvisionnement en produits de base tels que l'huile de palme, le soja, la viande, les pâtes et papiers et [y parvenir] en traitant les causes de la déforestation tropicale à l'aide d'un ensemble d'approches basées sur les marchés, les politiques et les communications. »
Forests, Farms and Finance Initiative	Dirigée par l'Earth Innovation Institute Figurent parmi ses membres Bonsucro, la Table ronde mondiale de l'élevage bovin durable (GRSB), la Table ronde pour un soja responsable (RTRS), la Table ronde pour l'huile de palme durable (RSPO), Unilever, l'Amazon Environmental Research Institute (IPAM), Forest Trends Solidaridad, WWF	« La Forests, Farms and Finance Initiative cherche à [relier] des incitations à une production plus écologique et socialement responsable des produits agricoles avec des initiatives visant à réduire la déforestation et les autres dégradations de l'environnement »⁶ « vise à construire des passerelles entre les tables rondes des produits agricoles et le financement REDD+ »⁷

4. <http://www.theconsumergoodsforum.com/about-the-forum/our-mission>

5. <http://www.tfa2020.com/index.php/about-tfa2020>

6. <http://earthinnovation.org/our-work/global/forests-farms-finance-initiative/>

7. <http://www.pcfisu.org/wp-content/uploads/2011/10/IPAM.pdf>

Initiative	Principaux participants (public-entreprises – ONG)	But de l'initiative
Global Landscapes Initiative (GLI) à l'Institut de l'environnement de l'Université du Minnesota	Soutien à la recherche de la Fondation Gordon and Betty Moore Financements supplémentaires entre autres du WWF, de The Nature Conservancy, « Les contributions de General Mills, Mosaïque, Cargill, Pentair, Google, Kellogg's, Mars et PepsiCo nous ont aidés dans la sensibilisation des parties prenantes et la participation du public » ⁸	L'initiative « développe et applique des outils nécessaires pour déterminer l'utilisation des terres au niveau mondial ; comprendre les changements d'utilisation des terres ; évaluer les tendances de l'offre et de la demande agricoles au niveau mondial ; améliorer notre capacité à trouver un équilibre entre les besoins humains et la gestion de l'environnement et promouvoir des paysages sécurisés à travers le monde. »
Déclaration de New York sur les forêts Élaborée par Climate Advisors dans le cadre d'un contrat entre l'Initiative internationale sur le climat et la forêt de la Norvège et le Meridian Institute, une société de conseil basée aux États-Unis. Annoncée lors du Sommet sur le climat de l'ONU de 2014. ⁹	Parmi les signataires figurent 36 pays (mais pas le Brésil), 34 entreprises dont Unilever, Asia Pulp&Paper, Cargill, Walmart, Nestlé, Wilmar, Golden Agri-Resources, 53 ONG dont Rainforest Alliance, The Nature Conservancy, le WWF, Conservation International ¹⁰	Les signataires engagent entre autres à « *Réduire au moins de moitié le taux de perte des forêts naturelles à l'échelle mondiale d'ici 2020 et s'efforcer de mettre fin à la perte des forêts naturelles en 2030. *Soutenir et aider à atteindre l'objectif du secteur privé consistant à éliminer la déforestation de la production de produits agricoles tels que l'huile de palme, le soja, le papier et les produits bovins d'ici 2020 au plus tard, tout en reconnaissant que de nombreuses entreprises ont des objectifs encore plus ambitieux. »
Projet « Paysages durables au Brésil et en Indonésie : Programme pilote REDD+ de São Félix do Xingu au Brésil »	Projet de The Nature Conservancy (TNC) financé par une subvention du gouvernement de la Norvège, et le soutien de l'USAID, du Prosperity Fund britannique, Mafrig, Walmart, Cargill, du Fonds pour l'Amazonie et des Ann Ray Charitable Trusts	« Ce modèle aide à enregistrer la totalité des propriétaires fonciers de la municipalité pour respecter le Code forestier brésilien et aider les éleveurs à augmenter la production bovine sur leurs pâturages actuels. »
TEEB pour Business Brazil	Coordonné par Conservation International, le projet a « calculé les impacts sur le capital naturel des différentes pratiques agricoles » de deux sociétés au Brésil, Natura et Monsanto ¹¹	« Corporate Practises linked to biodiversity are good business » Conservation International, mars 2014

8. www.environment.umn.edu/gli

9. <http://www.redd-monitor.org/2014/10/02/made-in-the-usa-paid-for-by-norway-the-new-york-declaration-on-forests/>

10. <http://www.un.org/climatechange/summit/wp-content/uploads/sites/2/2014/07/New-York-Declaration-on-Forest-%E2%80%93-Action-Statement-and-Action-Plan.pdf>

11. <http://www.trucost.com/news-2014/186/valueofnaturalcapitalaccounting>



GRAIN est une petite organisation internationale à but non lucratif qui soutient la lutte des petits agriculteurs et des mouvements sociaux en faveur de systèmes alimentaires sous le contrôle des communautés et basés sur la biodiversité. Pour plus d'informations, visitez **www.grain.org**



Le Mouvement mondial pour les forêts tropicales (World Rainforest Movement, WRM) facilite, appuie et renforce les luttes contre la déforestation et l'accaparement des terres dans les pays avec des forêts et des communautés dépendant de la forêt. WRM dévoile également les initiatives et les politiques internationales qui sont présentées comme des solutions pour arrêter ou inverser la déforestation mais qui, en réalité, ne parviennent pas à conserver les forêts et ne tiennent pas compte des demandes et des analyses des communautés forestières sur les causes sous-jacentes de la perte des forêts. Pour plus d'informations, visitez **www.wrm.org.uy**